Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 95 del 23 aprile 2004 - Serie generale

Spediz. abb. post. 45% - art. 2, comma 20/b
Legge 23-12-1996, n. 662 - Filiale di Roma

PARTE PRIMA — **Roma - Venerdì, 23 aprile 2004** — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI - VIA ARENULA 70 - 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA G. VERDI 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 06 85081

N. 73/L

LEGGE 6 aprile 2004, n. **101.**

Ratifica ed esecuzione del Trattato internazionale sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, con Appendici, adottato dalla trentunesima riunione della Conferenza della FAO a Roma il 3 novembre 2001.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 6 aprile 2004, n. **101.**

Ratifica ed esecuzione del Trattato internazionale sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, con Appendici, adottato dalla trentunesima riunione della Conferenza della FAO a Roma il 3 novembre 2001.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Promulga

la seguente legge:

Art. 1.
Autorizzazione alla ratifica

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Trattato internazionale sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, con Appendici, adottato dalla trentunesima riunione della Conferenza della FAO a Roma il 3 novembre 2001.

Art. 2.
Ordine di esecuzione

1. Piena ed intera esecuzione è data al Trattato di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dall'articolo 28 del Trattato stesso.

Art. 3.
Competenze regionali

1. Le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano provvedono all'attuazione e all'esecuzione del Trattato di cui all'articolo 1, ai sensi dell'articolo 6, commi 1 e 5, della legge 5 giugno 2003, n. 131, entro un anno dalla data di entrata in vigore del Trattato stesso, nei limiti delle risorse finanziarie disponibili.

2. Il Ministero delle politiche agricole e forestali ha il compito di riferire sul piano internazionale circa lo stato di applicazione del Trattato di cui all'articolo 1 e di monitorare gli interventi effettuati dalle regioni e dalle province autonome di Trento e di Bolzano.

3. Le regioni e le province autonome di Trento e di Bolzano comunicano entro il 30 giugno di ogni anno al Ministero delle politiche agricole e forestali e al Ministero dell'ambiente e della tutela del territorio le misure adottate o che intendano adottare in attuazione delle disposizioni contenute negli articoli 5, 6, 9, 11 e 12 del Trattato di cui all'articolo 1.

Art. 4.
Copertura finanziaria

1. Per l'attuazione della presente legge è autorizzata la spesa di 2.329.550 euro annui a decorrere dall'anno 2004. Al relativo onere si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 2004-2006, nell'ambito dell'unità previsionale di base di parte corrente «Fondo speciale» dello stato di previsione del Ministero dell'economia e delle finanze per l'anno 2004, allo scopo parzialmente utilizzando l'accantonamento relativo al Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro dell'economia e delle finanze è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 5.

Entrata in vigore

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 6 aprile 2004

CIAMPI

BERLUSCONI, *Presidente del Consiglio dei Ministri*

FRATTINI, *Ministro degli affari esteri*

ALEMANNO, *Ministro delle politiche agricole e forestali*

Visto, *il Guardasigilli:* CASTELLI

TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Adopté par la trente et unième réunion de la Conférence de la FAO

TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

Adopté par la trente et unième réunion de la Conférence de la FAO

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE
Rome, 2001

Copies additionnelles de ce document peuvent être sollicitées à cet adresse:

Le Secrétaire
Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture
Bureau du Sous-Directeur général, Département de l'agriculture
Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation
Via delle Terme di Caracalla
00100 Rome, Italie

Télécopie: (+39) 06 57053057
Mél: jose.esquinas@fao.org
http://www.fao.org/ag/cgrfa

TRAITÉ INTERNATIONAL SUR LES RESSOURCES PHYTOGÉNÉTIQUES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE

PRÉAMBULE

Les Parties contractantes,

Convaincues de la nature spéciale des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et de leurs caractéristiques et problèmes particuliers appelant des solutions particulières;

Alarmées par l'érosion continue de ces ressources;

Conscientes du fait que les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont une préoccupation commune de tous les pays en ce qu'ils dépendent tous très largement de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture venant d'ailleurs;

Reconnaissant que la conservation, la prospection, la collecte, la caractérisation, l'évaluation et la documentation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture jouent un rôle essentiel dans la réalisation des objectifs figurant à la Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale et au Plan d'action du Sommet mondial de l'alimentation, et dans le développement agricole durable pour les générations présentes et futures, et qu'il convient de renforcer de toute urgence la capacité des pays en développement et des pays en transition pour ces tâches;

Notant que le Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture est un cadre de référence approuvé au niveau international pour de telles activités;

Reconnaissant en outre que les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sont la matière première indispensable à l'amélioration génétique des plantes cultivées, que ce soit par la sélection des agriculteurs, par des méthodes classiques d'amélioration des plantes ou par des biotechnologies modernes, et qu'elles jouent un rôle essentiel dans l'adaptation aux changements écologiques et aux évolutions imprévisibles des besoins humains;

Affirmant que les contributions passées, présentes et futures des agriculteurs de toutes les régions du monde, notamment de ceux vivant dans les centres d'origine et de diversité, à la conservation, l'amélioration et la mise à disposition de ces ressources, sont le fondement des Droits des agriculteurs;

Affirmant également que les droits reconnus par le présent Traité de conserver, utiliser, échanger et vendre des semences de ferme et d'autres matériels de multiplication et de participer à la prise de décisions concernant l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ainsi qu'au partage juste et équitable des avantages en découlant sont un élément fondamental de la concrétisation des Droits des agriculteurs ainsi que de la promotion des Droits des agriculteurs aux niveaux national et international;

Reconnaissant que le présent Traité et les autres accords internationaux pertinents devraient être complémentaires en vue d'assurer une agriculture durable et la sécurité alimentaire;

Affirmant que rien dans le présent Traité ne doit être interprété comme entraînant, de quelque manière que ce soit, une modification des droits et obligations afférents aux Parties contractantes au titre d'autres accords internationaux;

Considérant que l'exposé ci-dessus n'a pas pour objet d'établir une hiérarchie entre le Traité et d'autres accords internationaux;

Conscientes du fait que les questions concernant la gestion des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture se trouvent à l'intersection de l'agriculture, de l'environnement et du commerce, et convaincues qu'il devait y avoir une synergie entre ces secteurs;

Conscientes de leurs responsabilités à l'égard des générations présentes et futures pour la conservation de la diversité mondiale des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

Reconnaissant que dans l'exercice de leurs droits souverains sur leurs ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, les États peuvent mutuellement tirer profit de la création d'un système multilatéral efficace facilitant l'accès à une partie négociée de ces ressources et le partage juste et équitable des avantages qui découlent de leur utilisation; et

Souhaitant conclure un accord international dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ci-après dénommée la FAO, au titre de l'Article XIV de son Acte constitutif;

Sont convenues de ce qui suit:

PARTIE I - INTRODUCTION

Article 1er - Objectifs

1.1 Les objectifs du présent Traité sont la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation en harmonie avec la Convention sur la diversité biologique, pour une agriculture durable et pour la sécurité alimentaire.

1.2 Ces objectifs sont atteints par l'établissement de liens étroits entre le présent Traité et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, ainsi que la Convention sur la diversité biologique.

Article 2 - Emploi des termes

Aux fins du présent Traité, les termes ci-après ont la signification indiquée dans le présent Article. Les définitions n'incluent pas le commerce international des produits.

« Conservation *in situ* » désigne la conservation des écosystèmes et des habitats naturels ainsi que le maintien et la reconstitution de populations d'espèces viables dans leur milieu naturel et, dans le cas des espèces végétales cultivées, dans le milieu où se sont développés leurs caractères distinctifs.

« Conservation *ex situ* » désigne la conservation de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture en dehors de leur milieu naturel.

« Ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture » désigne le matériel génétique d'origine végétale ayant une valeur effective ou potentielle pour l'alimentation et l'agriculture.

« Matériel génétique » désigne le matériel d'origine végétale, y compris le matériel de reproduction et de multiplication végétative, contenant des unités fonctionnelles de l'hérédité.

« Variété » désigne un ensemble végétal, d'un taxon botanique du rang le plus bas connu, défini par l'expression reproductible de ses caractères distinctifs et autres caractères génétiques.

« Collection *ex situ* » désigne une collection de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture conservées en dehors de leur milieu naturel.

« Centre d'origine » désigne une zone géographique où une espèce végétale, cultivée ou sauvage, a développé pour la première fois ses caractères distinctifs.

« Centre de diversité végétale » désigne une zone géographique contenant un haut niveau de diversité génétique pour les espèces cultivées dans des conditions *in situ*.

Article 3 - Champ d'application

Le présent Traité porte sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

PARTIE II - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 4 - Obligations générales

Chaque Partie contractante veille à la conformité de ses lois, règlements et procédures aux obligations qui lui incombent au titre du présent Traité.

Article 5 - Conservation, prospection, collecte, caractérisation, évaluation et documentation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

5.1 Chaque Partie contractante, sous réserve de sa législation nationale, et en coopération avec d'autres Parties contractantes, selon qu'il convient, promeut une approche intégrée de la prospection, de la conservation et de l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et s'emploie en particulier, selon qu'il convient, à:

a) recenser et inventorier les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en tenant compte de l'état et du degré de variation au sein des populations existantes, y compris celles d'utilisation potentielle et, si possible, évaluer les risques qui pèsent sur elles;

b) promouvoir la collecte des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et l'information pertinente associée auxdites ressources phytogénétiques qui sont en danger ou potentiellement utilisables;

c) encourager ou soutenir, selon qu'il convient, les efforts des agriculteurs et des communautés locales pour gérer et conserver à la ferme leurs ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

d) promouvoir la conservation *in situ* des espèces sauvages apparentées à des plantes cultivées et des espèces sauvages pour la production alimentaire, y compris dans les zones protégées, en appuyant, notamment, les efforts des communautés locales et autochtones;

e) coopérer de manière à promouvoir la mise en place d'un système efficace et durable de conservation *ex situ*, en accordant toute l'attention voulue à la nécessité d'une documentation, d'une caractérisation, d'une régénération et d'une évaluation appropriées, et promouvoir l'élaboration et le transfert des technologies appropriées à cet effet afin d'améliorer l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

f) surveiller le maintien de la viabilité, du degré de variation et de l'intégrité génétique des collections de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et à l'agriculture.

5.2 Les Parties contractantes prennent, selon qu'il convient, des mesures pour limiter ou, si possible, éliminer les risques qui pèsent sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

Article 6 - Utilisation durable des ressources phytogénétiques

6.1 Les Parties contractantes élaborent et maintiennent des politiques et des dispositions juridiques appropriées pour promouvoir l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

6.2 L'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture peut comporter notamment les mesures suivantes:

a) élaborer des politiques agricoles loyales encourageant, selon qu'il convient, la mise en place et le maintien de systèmes agricoles diversifiés qui favorisent l'utilisation durable de la diversité biologique agricole et des autres ressources naturelles;

b) faire davantage de recherches qui renforcent et conservent la diversité biologique en maximisant la variation intra- et interspécifique, au profit des agriculteurs, notamment ceux qui créent et utilisent leurs propres variétés et appliquent des principes écologiques de maintien de la fertilité des sols et de lutte contre les maladies, les adventices et les organismes nuisibles;

c) promouvoir, selon qu'il convient, avec la participation des agriculteurs, notamment dans les pays en développement, les efforts de sélection qui renforcent la capacité de mise au point de variétés spécifiquement adaptées aux différentes conditions sociales, économiques et écologiques, y compris dans les zones marginales;

d) élargir la base génétique des plantes cultivées et accroître la diversité du matériel génétique mis à la disposition des agriculteurs;

e) promouvoir, selon qu'il convient, une utilisation accrue des plantes cultivées, des variétés et des espèces sous-utilisées, locales ou adaptées aux conditions locales;

f) encourager, selon qu'il convient, une plus grande utilisation de la diversité des variétés et espèces dans la gestion, la conservation et l'utilisation durable des plantes cultivées à la ferme et créer des liens étroits entre la sélection végétale et le développement agricole en vue de réduire la vulnérabilité des plantes cultivées et l'érosion génétique, et de promouvoir une production alimentaire mondiale accrue compatible avec un développement durable; et

g) surveiller et, selon qu'il convient, ajuster les stratégies de sélection et les réglementations concernant la mise en vente des variétés et la distribution des semences.

Article 7 - Engagements nationaux et coopération internationale

7.1 Chaque Partie contractante incorpore, selon qu'il convient, dans ses politiques et programmes agricoles et de développement rural les activités visées aux Articles 5 et 6 et coopère avec les autres Parties contractantes, directement ou par l'intermédiaire de la FAO et d'autres d'organisations internationales compétentes, dans les domaines de la conservation et de l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

7.2 La coopération internationale a en particulier pour objet:

a) d'établir ou de renforcer la capacité des pays en développement et des pays en transition en ce qui concerne la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

b) de renforcer les activités internationales visant à promouvoir la conservation, l'évaluation, la documentation, l'amélioration génétique, la sélection végétale, la multiplication des semences ainsi que, conformément à la Partie IV, le partage, l'accès à et l'échange de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et des informations et technologies appropriées;

c) de maintenir et de renforcer les arrangements institutionnels visés à la Partie V; et

d) de mettre en œuvre la stratégie de financement de l'Article 18.

Article 8 - Assistance technique

Les Parties contractantes conviennent de promouvoir l'octroi d'assistance technique aux Parties contractantes, notamment à celles qui sont des pays en développement ou des pays en transition, par le biais de l'aide bilatérale ou des organisations internationales appropriées, en vue de favoriser la mise en œuvre du présent Traité.

PARTIE III - DROITS DES AGRICULTEURS

Article 9 - Droits des agriculteurs

9.1 Les Parties contractantes reconnaissent l'énorme contribution que les communautés locales et autochtones ainsi que les agriculteurs de toutes les régions du monde, et spécialement ceux des centres d'origine et de diversité des plantes cultivées, ont apportée et continueront d'apporter à la conservation et à la mise en valeur des ressources phytogénétiques qui constituent la base de la production alimentaire et agricole dans le monde entier.

9.2 Les Parties contractantes conviennent que la responsabilité de la réalisation des Droits des agriculteurs, pour ce qui est des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, est du ressort des gouvernements. En fonction de ses besoins et priorités, chaque Partie

contractante devrait, selon qu'il convient et sous réserve de la législation nationale, prendre des mesures pour protéger et promouvoir les Droits des agriculteurs, y compris:

a) la protection des connaissances traditionnelles présentant un intérêt pour les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;
b) le droit de participer équitablement au partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

c) le droit de participer à la prise de décisions, au niveau national, sur les questions relatives à la conservation et à l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

9.3 Rien dans cet Article ne devra être interprété comme limitant les droits que peuvent avoir les agriculteurs de conserver, d'utiliser, d'échanger et de vendre des semences de ferme ou du matériel de multiplication, sous réserve des dispositions de la législation nationale et selon qu'il convient.

PARTIE IV - SYSTÈME MULTILATÉRAL D'ACCÈS ET DE PARTAGE DES AVANTAGES

Article 10 - Système multilatéral d'accès et de partage des avantages

10.1 Dans leurs relations avec les autres États, les Parties contractantes reconnaissent les droits souverains des États sur leurs propres ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, y compris le fait que le pouvoir de déterminer l'accès à ces ressources appartient aux gouvernements et relève de la législation nationale.

10.2 Dans l'exercice de leurs droits souverains, les Parties contractantes conviennent d'établir un système multilatéral qui soit efficient, efficace et transparent, tant pour favoriser l'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture que pour partager, de façon juste et équitable, les avantages découlant de l'utilisation de ces ressources, dans une perspective complémentaire et de renforcement mutuel.

Article 11 - Couverture du Système multilatéral

11.1 Pour atteindre les objectifs de conservation et d'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et de partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, comme indiqué à l'Article 1er, le Système multilatéral s'applique aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture énumérées à l'Annexe I sur la base des critères de sécurité alimentaire et d'interdépendance.

11.2 Le Système multilatéral, tel qu'indiqué à l'Article 11.1, englobe toutes les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture énumérées à l'Annexe I qui sont gérées et administrées par les Parties contractantes et relèvent du domaine public. Afin de parvenir à la couverture la plus complète possible, les Parties contractantes invitent tous les autres détenteurs de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture énumérées à l'Annexe I à incorporer ces ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture au Système multilatéral.

11.3 Les Parties contractantes conviennent en outre de prendre les mesures appropriées pour encourager les personnes physiques et morales relevant de leur juridiction qui détiennent des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture énumérées à l'Annexe I à incorporer de telles ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le Système multilatéral.

11.4 Dans les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du Traité, l'Organe directeur évalue les progrès réalisés dans l'inclusion dans le Système multilatéral des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture visées à l'Article 11.3. Suite à cette évaluation, l'Organe directeur décide si l'accès continue d'être facilité pour les personnes physiques et morales visées à l'Article 12.3 qui n'ont pas inclus lesdites ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le Système multilatéral, ou s'il prend toute autre mesure qu'il juge appropriée.

11.5 Le Système multilatéral englobe également les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture énumérées à l'Annexe I et maintenues dans les collections *ex situ* des Centres internationaux de recherche agronomique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), comme prévu à l'Article 15.1a, et dans d'autres institutions internationales, conformément à l'Article 15.5.

Article 12 - Accès facilité aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture au sein du Système multilatéral

12.1 Les Parties contractantes conviennent que l'accès facilité aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre du Système multilatéral, tel que défini à l'Article 11, se fait conformément aux dispositions du présent Traité.

12.2 Les Parties contractantes conviennent de prendre les mesures juridiques ou autres mesures appropriées nécessaires pour accorder cet accès aux autres Parties contractantes grâce au Système multilatéral. À cet effet, cet accès est également accordé aux personnes physiques et morales relevant de la juridiction de toute Partie contractante, sous réserve des dispositions de l'Article 12.4.

12.3 Cet accès est accordé conformément aux conditions énoncées ci-après:

a) L'accès est accordé lorsqu'il a pour seule fin la conservation et l'utilisation pour la recherche, la sélection et la formation pour l'alimentation et l'agriculture, à condition qu'il ne soit pas destiné à des utilisations chimiques ou pharmaceutiques, ni à d'autres utilisations industrielles non alimentaires et non fourragères. Dans le cas des plantes cultivées à usages multiples (alimentaires et non alimentaires), leur inclusion dans le Système multilatéral et l'applicabilité du régime d'accès facilité dépend de leur importance pour la sécurité alimentaire;

b) L'accès est accordé rapidement, sans qu'il soit nécessaire de suivre individuellement les entrées, et gratuitement ou, lorsqu'un paiement pour frais est requis, il ne doit pas dépasser les coûts minimaux engagés;

c) Toutes les données de passeport disponibles et, sous réserve de la législation en vigueur, toute autre information descriptive associée disponible et non confidentielle sont mises à disposition avec les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture fournies;

d) Les bénéficiaires ne peuvent revendiquer aucun droit de propriété intellectuelle ou autre droit limitant l'accès facilité aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ou à leurs parties ou composantes génétiques, sous la forme reçue du Système multilatéral;

e) L'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture en cours de mise au point, y compris au matériel en cours de mise au point par les agriculteurs, reste à la discrétion des obtenteurs, pendant la période de leur mise au point;

f) L'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture protégées par des droits de propriété intellectuelle et autres droits de propriété est donné en conformité aux accords internationaux et aux lois nationales pertinents;

g) Les bénéficiaires des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture pour lesquelles l'accès est consenti dans le cadre du Système multilatéral et qui sont conservées les tiennent à la disposition du Système multilatéral, en conformité aux dispositions du présent Traité;

h) Sans préjudice des autres dispositions du présent Article, les Parties contractantes conviennent que l'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture *in situ* est octroyé en conformité à la législation nationale ou, en l'absence d'une telle législation, en conformité aux normes que peut établir l'Organe directeur.

12.4 À cet effet, l'accès facilité, conformément aux Articles 12.2 et 12.3 plus haut, est accordé conformément à un accord type de transfert de matériel (ATM) adopté par l'Organe directeur et qui reprend les dispositions de l'Article 12.3a, d et g, ainsi que les dispositions relatives au partage des avantages énoncées à l'Article 13.2 d ii) et les autres dispositions pertinentes de ce Traité, ainsi que la disposition indiquant que le bénéficiaire des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture doit requérir que les conditions de l'ATM s'appliquent au transfert des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture à une autre personne ou entité, ainsi qu'à tout transfert ultérieur de ces ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

12.5 Les Parties contractantes veillent à ce qu'il soit possible de faire recours, en conformité avec les dispositions juridictionnelles applicables, dans leur système juridique, en cas de différends contractuels découlant de ces ATM, reconnaissant que les obligations découlant de ces ATM incombent exclusivement aux parties prenantes à ces ATM.

12.6 Dans les situations d'urgence dues à des catastrophes, les Parties contractantes conviennent d'accorder un accès facilité aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture appropriées dans le cadre du Système multilatéral afin de contribuer à la remise en état des systèmes agricoles, en coopération avec les coordonnateurs des secours.

Article 13 - Partage des avantages dans le Système multilatéral

13.1 Les Parties contractantes reconnaissent que l'accès facilité aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture qui sont incluses dans le Système multilatéral constitue en soi un avantage majeur du Système multilatéral et conviennent que les avantages en résultant sont partagés de façon juste et équitable, conformément aux dispositions du présent Article.

13.2 Les Parties contractantes conviennent que les avantages découlant de l'utilisation, y compris commerciale, des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le cadre du Système multilatéral sont partagés de manière juste et équitable grâce aux mécanismes

ci-après: échange d'informations, accès aux technologies et transfert de celles-ci, renforcement des capacités, partage des avantages découlant de la commercialisation, compte tenu des domaines d'activités prioritaires du Plan d'action mondial à évolution continue et selon les orientations de l'Organe directeur:

a) Échange d'informations

Les Parties contractantes conviennent de rendre disponibles les informations qui comprennent, notamment, les catalogues et inventaires, l'information sur les technologies et les résultats de la recherche technique, scientifique et socio-économique, y compris la caractérisation, l'évaluation et l'utilisation, concernant les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture incluses dans le Système multilatéral. Ces informations sont rendues disponibles, si elles ne sont pas confidentielles, sous réserve du droit applicable et conformément aux capacités nationales. Ces informations sont mises à la disposition de toutes les Parties contractantes au présent Traité par le biais du système d'information, comme prévu à l'Article 17.

b) Accès aux technologies et transfert de technologies

i) Les Parties contractantes s'engagent à accorder et/ou à faciliter l'accès aux technologies visant la conservation, la caractérisation, l'évaluation et l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture incluses dans le Système multilatéral. Reconnaissant que certaines technologies ne peuvent être transférées que par du matériel génétique, les Parties contractantes accordent et/ou facilitent l'accès à ces technologies et au matériel génétique inclus dans le Système multilatéral ainsi qu'aux variétés améliorées et au matériel génétique élaboré grâce à l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture incluses dans le Système multilatéral, conformément aux dispositions de l'Article 12. L'accès à ces technologies, aux variétés améliorées et au matériel génétique est accordé et/ou facilité dans le respect des droits de propriété et lois applicables concernant l'accès et conformément aux capacités nationales.

ii) L'accès aux technologies et leur transfert aux pays, en particulier aux pays en développement et aux pays en transition, sont assurés grâce à un ensemble de mesures telles que la création et le fonctionnement de groupes thématiques par plantes cultivées sur l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et la participation à ces groupes, tous les types de partenariats visant la recherche-développement et les entreprises commerciales conjointes relatives au matériel reçu, la mise en valeur des ressources humaines et l'accès effectif aux installations de recherche.

iii) L'accès aux technologies, y compris les technologies protégées par des droits de propriété intellectuelle, et leur transfert, comme indiqué aux alinéas i) et ii) ci-dessus, aux pays en développement qui sont Parties contractantes, en particulier aux pays les moins avancés et aux pays en transition, sont assurés et/ou facilités à des conditions justes et les plus favorables, en particulier dans le cas des technologies utilisées à des fins de conservation, ainsi que des technologies destinées aux agriculteurs des pays en développement et plus particulièrement les pays les moins avancés et les pays en transition, y compris à des conditions de faveur et préférentielles, s'il en a été ainsi mutuellement convenu, notamment grâce à des partenariats de recherche-développement dans le cadre du Système multilatéral. Cet accès et ce transfert sont assurés dans des conditions qui garantissent une protection adéquate et efficace des droits de propriété intellectuelle et qui soient conformes à ceux-ci.

c) Renforcement des capacités

Tenant compte des besoins des pays en développement et des pays en transition, tels que reflétés par la priorité qu'ils accordent au renforcement des capacités en matière de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans leurs plans et programmes, lorsqu'ils existent, visant les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture couvertes par le Système multilatéral, les Parties contractantes conviennent d'accorder la priorité i) à l'établissement et/ou au renforcement des programmes d'enseignement et de formation scientifiques et techniques en matière de conservation et d'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, ii) au développement et au renforcement d'installations destinées à la conservation et à l'utilisation durables des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en particulier dans les pays en développement et les pays en transition, et iii) à la recherche scientifique menée de préférence et, si possible, dans les pays en développement et les pays en transition, en coopération avec les institutions de ces pays, ainsi qu'au développement de la capacité à mener de telles recherches dans les domaines où elles sont nécessaires.

d) Partage des avantages monétaires et autres découlant de la commercialisation

i) Les Parties contractantes conviennent, dans le cadre du Système multilatéral, de prendre des mesures pour assurer le partage des avantages commerciaux, grâce à l'association des secteurs privé et public aux activités identifiées dans le présent Article, par le biais de partenariats et de collaborations, notamment avec le secteur privé des pays en développement et des pays en transition pour la recherche et la mise au point de technologies;

ii) Les Parties contractantes conviennent que l'accord type de transfert de matériel (ATM) visé à l'Article 12.4 doit contenir une disposition au titre de laquelle un bénéficiaire commercialisant un produit qui est une ressource phytogénétique pour l'alimentation et l'agriculture et qui incorpore du matériel auquel ledit bénéficiaire a eu accès grâce au Système multilatéral est requis de verser au mécanisme visé à l'Article 19.3f une part équitable des avantages découlant de la commercialisation de ce produit, sauf lorsque ce produit est disponible sans restriction pour d'autres bénéficiaires à des fins de recherche et de sélection, auquel cas le bénéficiaire qui commercialise le produit est encouragé à effectuer ce paiement.

À sa première réunion, l'Organe directeur détermine le montant, la forme et les modalités du paiement, conformément aux pratiques commerciales. L'Organe directeur peut décider d'établir différents montants de paiement pour les diverses catégories de bénéficiaires qui commercialisent de tels produits; il peut également décider qu'il est nécessaire d'exonérer de ces paiements les petits agriculteurs des pays en développement et des pays en transition. L'Organe directeur peut, de temps à autre, examiner les montants du paiement afin de parvenir à un partage juste et équitable des avantages et il peut également évaluer, pendant une période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, si la disposition de l'ATM prévoyant un paiement obligatoire s'applique aussi aux cas dans lesquels ces produits commercialisés sont, sans restriction, à la disposition d'autres bénéficiaires à des fins de recherche et sélection.

13.3 Les Parties contractantes conviennent que les avantages découlant de l'utilisation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture partagés dans le cadre du Système multilatéral doivent converger en premier lieu, directement et indirectement, vers les agriculteurs de tous les pays, particulièrement des pays en développement et des pays en transition, qui

conservent et utilisent de manière durable les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

13.4 À sa première réunion, l'Organe directeur analyse une politique et des critères pertinents visant à fournir une assistance spécifique dans le cadre de la stratégie de financement convenue établie à l'Article 18, pour la conservation des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans les pays en développement et dans les pays en transition dont la contribution à la diversité des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture incluses dans le Système multilatéral est importante et/ou qui ont des besoins particuliers.

13.5 Les Parties contractantes reconnaissent que la capacité des pays en développement, et des pays en transition notamment, d'appliquer pleinement le Plan d'action mondial dépend en grande partie de l'application effective du présent Article et de la stratégie de financement prévue à l'Article 18.

13.6 Les Parties contractantes analysent les modalités d'une stratégie de contribution volontaire au partage des avantages, en vertu de laquelle les industries alimentaires qui tirent parti des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture contribuent au Système multilatéral.

PARTIE V - ÉLÉMENTS D'APPUI

Article 14 - Plan d'action mondial

Reconnaissant que le Plan d'action mondial à évolution continue pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture est d'importance pour le présent Traité, les Parties contractantes devraient en promouvoir la bonne mise en œuvre, notamment au moyen d'actions nationales et, selon qu'il convient, par la coopération internationale de façon à fournir un cadre cohérent, en particulier pour le renforcement des capacités, le transfert de technologies et l'échange d'informations, sous réserve des dispositions de l'Article 13.

Article 15 - Collections *ex situ* de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture détenues par les Centres internationaux de recherche agronomique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et par d'autres institutions internationales

15.1 Les Parties contractantes reconnaissent l'importance pour ce traité des collections *ex situ* de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture détenues en fiducie par les Centres internationaux de recherche agronomique (CIRA) du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Les Parties contractantes exhortent les CIRA à signer des accords avec l'Organe directeur en ce qui concerne les collections *ex situ*, conformément aux conditions suivantes:

a) Les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture énumérées à l'Annexe I du présent Traité et détenues par les CIRA sont disponibles conformément aux dispositions énoncées dans la Partie IV du présent Traité;

b) Les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture autres que celles énumérées à l'Annexe I du présent Traité et collectées avant l'entrée en vigueur de celui-ci, qui sont détenues par les CIRA, sont disponibles conformément aux dispositions de l'ATM actuellement en vigueur conformément aux accords conclus entre les CIRA et la

FAO. Cet ATM est amendé par décision de l'Organe directeur au plus tard à sa deuxième session ordinaire, en consultation avec les CIRA, conformément aux dispositions pertinentes du présent Traité, en particulier les Articles 12 et 13, et aux conditions suivantes:

i) Les CIRA informent périodiquement l'Organe directeur des ATM conclus, conformément à un calendrier devant être établi par l'Organe directeur;

ii) Les Parties contractantes sur le territoire desquelles les ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture ont été collectées *in situ*, reçoivent des échantillons de ces ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture sur demande, sans ATM;

iii) Les avantages stipulés dans l'ATM précité qui vont au mécanisme mentionné à l'Article 19.3f sont appliqués en particulier à la conservation et à l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture en question, notamment dans les programmes nationaux et régionaux des pays en développement et des pays en transition, et tout spécialement dans les centres de diversité et les pays les moins avancés;

iv) Les CIRA prennent toute mesure appropriée en leur pouvoir pour assurer le respect constant des conditions fixées dans les accords de transfert de matériel et informent avec diligence l'Organe directeur des cas de non-application.

c) Les CIRA reconnaissent à l'Organe directeur le pouvoir de fournir des indications générales relatives aux collections *ex situ* qu'ils détiennent et qui sont soumises aux dispositions du présent Traité.

d) Les installations scientifiques et techniques dans lesquelles ces collections *ex situ* sont conservées restent sous l'autorité des CIRA, qui s'engagent à gérer et administrer ces collections *ex situ* conformément aux normes acceptées sur le plan international, et notamment les normes relatives aux banques de gènes, telles qu'approuvées par la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO.

e) À la demande d'un CIRA, le Secrétaire s'efforce de fournir un appui technique approprié.

f) Le Secrétaire a, à tout moment, le droit d'accéder aux installations ainsi que celui d'inspecter toutes les activités qui concernent directement la conservation et l'échange du matériel visé par le présent Article qui y sont effectuées.

g) Si la bonne conservation de ces collections *ex situ* détenues par les CIRA est empêchée ou menacée par un événement quelconque, y compris de force majeure, le Secrétaire, avec l'accord du pays hôte, aide à leur évacuation ou à leur transfert dans la mesure du possible.

15.2 Les Parties contractantes conviennent d'accorder un accès facilité aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture incluses dans l'Annexe I dans le cadre du Système multilatéral aux CIRA du GCRAI qui ont signé des accords avec l'Organe directeur conformément au présent Traité. Ces centres sont inscrits sur une liste détenue par le Secrétaire et mise à la disposition des Parties contractantes à leur demande.

15.3 Le matériel autre que celui énuméré à l'Annexe I, qui est reçu et conservé par les CIRA après l'entrée en vigueur du présent Traité, est accessible à des conditions compatibles avec celles mutuellement convenues entre les CIRA qui reçoivent le matériel et le pays d'origine de ces

ressources ou le pays qui a acquis ces ressources conformément à la Convention sur la diversité biologique ou une autre législation applicable.

15.4 Les Parties contractantes sont encouragées à accorder aux CIRA qui ont signé des accords avec l'Organe directeur, un accès, à des conditions mutuellement convenues, aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture de plantes cultivées non énumérées à l'Annexe I qui sont importantes pour les programmes et activités des CIRA.

15.5 L'Organe directeur s'efforce également d'instaurer des accords aux fins indiquées dans le présent Article avec d'autres institutions internationales compétentes.

Article 16 - Les réseaux internationaux de ressources phytogénétiques

16.1 La coopération existante dans le cadre de réseaux internationaux de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture est encouragée ou développée, en fonction des accords existants et conformément aux dispositions du présent Traité, de façon à assurer une couverture aussi complète que possible des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et à l'agriculture.

16.2 Les Parties contractantes encouragent, selon qu'il convient, toutes les institutions pertinentes, des institutions gouvernementales, privées, non gouvernementales, d'institutions de recherche ou de sélection ou d'autres institutions, à participer aux réseaux internationaux.

Article 17 - Le Système mondial d'information sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture

17.1 Les Parties contractantes coopèrent dans le but de développer et de renforcer un système mondial d'information de manière à faciliter les échanges d'informations, sur la base des systèmes d'information existants, sur les questions scientifiques, techniques et environnementales relatives aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, en comptant que ces échanges d'informations contribuent au partage des avantages en mettant les informations sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture à la disposition de toutes les Parties contractantes. En développant le Système mondial d'information, est recherchée la coopération avec le Centre d'échanges de la Convention sur la diversité biologique.

17.2 Sur la base de la notification par les Parties contractantes, et en cas de danger menaçant le maintien efficace des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, une alerte rapide doit être lancée dans le but de sauvegarder le matériel génétique.

17.3 Les Parties contractantes coopèrent avec la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO dans sa réévaluation régulière de l'état des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture dans le monde de façon à faciliter la mise à jour du Plan d'action mondial à évolution continue visé à l'Article 14.

PARTIE VI - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 18 - Ressources financières

18.1 Les Parties contractantes s'engagent à mettre en œuvre une stratégie de financement pour l'application du présent Traité conformément aux dispositions du présent Article.

18.2 Les objectifs de la stratégie de financement sont de renforcer la disponibilité, la transparence, l'efficience et l'efficacité de la fourniture de ressources financières pour la mise en œuvre des activités relevant du présent Traité.

18.3 Afin de mobiliser des fonds pour des activités, plans et programmes prioritaires, concernant en particulier les pays en développement et les pays en transition, et en tenant compte du Plan d'action mondial, l'Organe directeur établit périodiquement un objectif en matière de financement.

18.4 Conformément à cette stratégie de financement:

a) Les Parties contractantes prennent les mesures nécessaires et appropriées, dans le cadre des organes directeurs des mécanismes, fonds et organes internationaux pertinents, afin que la priorité et l'attention voulues soient accordées à l'allocation effective de ressources prévisibles et convenues à la mise en œuvre des plans et programmes relevant du présent Traité.

b) La mesure dans laquelle les Parties contractantes qui sont des pays en développement et les Parties contractantes en transition s'acquittent effectivement de leurs obligations en vertu du présent Traité dépend de l'allocation effective, notamment de la part des Parties contractantes qui sont des pays développés, des ressources visées dans le présent Article. Les pays en développement qui sont Parties contractantes et les Parties contractantes en transition accordent toute la priorité requise, dans leurs propres plans et programmes, au renforcement de leurs capacités en matière de ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

c) Les Parties contractantes qui sont des pays développés fournissent aussi, et les Parties contractantes qui sont des pays en développement et les Parties contractantes en transition bénéficient des ressources financières pour la mise en œuvre du présent Traité par des voies bilatérales, régionales et multilatérales. Ces voies comprennent le mécanisme visé à l'Article 19.3f.

d) Chaque Partie contractante s'engage à entreprendre des activités nationales pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture et à allouer à ces activités des ressources financières selon ses capacités et ses moyens financiers. Les ressources financières allouées ne seront pas utilisées à des fins non conformes aux dispositions du présent Traité, en particulier dans des domaines liés au commerce international des produits;

e) Les Parties contractantes conviennent que les avantages financiers découlant de l'Article 13.2d font partie de la stratégie de financement.

f) Des contributions volontaires peuvent aussi être fournies par les Parties contractantes, le secteur privé, sous réserve des dispositions de l'Article 13, des organisations non gouvernementales et d'autres sources. Les Parties contractantes conviennent que l'Organe directeur étudie les modalités d'une stratégie visant à encourager de telles contributions.

18.5 Les Parties contractantes conviennent que priorité est accordée à la mise en œuvre des plans et programmes convenus pour les agriculteurs des pays en développement et plus particulièrement des pays les moins avancés ainsi que des pays en transition, qui conservent et utilisent de manière durable les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

PARTIE VII - DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Article 19 - Organe directeur

19.1 Un Organe directeur composé de toutes les Parties contractantes est créé pour le présent Traité.

19.2 Toutes les décisions de l'Organe directeur sont prises par consensus, à moins qu'une autre méthode ne soit approuvée par consensus pour la prise de décisions sur certaines mesures hormis les questions visées aux articles 23 et 24, pour lesquelles un consensus reste toujours nécessaire.

19.3 L'Organe directeur a pour fonction de promouvoir la pleine réalisation du présent Traité, compte tenu de ses objectifs, et notamment:

a) de donner des indications et orientations générales pour suivre et adopter les recommandations nécessaires à la mise en œuvre du présent Traité, et en particulier le fonctionnement du Système multilatéral;

b) d'adopter des plans et programmes pour la mise en œuvre du présent Traité;

c) d'adopter à sa première session et d'examiner périodiquement la stratégie de financement pour la mise en œuvre du présent Traité, conformément aux dispositions de l'Article 18;

d) d'adopter le budget du présent Traité;

e) d'envisager et d'établir sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires les organes subsidiaires qu'il juge nécessaire et leur mandat et leur composition respectifs;

f) de créer, en tant que de besoin, un mécanisme approprié tel qu'un compte fiduciaire, pour recueillir et utiliser les ressources financières qu'il reçoit aux fins de la mise en œuvre du présent Traité;

g) d'établir et de maintenir une coopération avec les autres organisations internationales compétentes et avec les organes créés par des traités, notamment la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique dans les domaines visés par le présent Traité, y compris leur participation à la stratégie de financement;

h) d'examiner et d'adopter, selon qu'il convient, des amendements au présent Traité, conformément aux dispositions de l'Article 23;

i) d'examiner et d'adopter, selon qu'il convient, des amendements aux annexes au présent Traité, conformément aux dispositions de l'Article 24;

j) d'envisager les modalités d'une stratégie visant à encourager les contributions volontaires et, en particulier, en ce qui concerne les Articles 13 et 18;

k) de s'acquitter de toute autre fonction nécessaire à la réalisation des objectifs du présent Traité;

l) de prendre note des décisions pertinentes de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et d'autres organisations internationales compétentes et organes de traités;

m) d'informer, selon qu'il convient, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique et d'autres organisations internationales compétentes et organes de traités de questions relatives à la mise en œuvre du présent Traité; et

n) d'approuver les termes des accords avec les CIRA et autres institutions internationales visées à l'Article 15, et de réexaminer et d'amender l'ATM visé à l'Article 15.

19.4 Sous réserve de l'Article 19.6, chaque Partie contractante dispose d'une voix et peut être représentée aux sessions de l'Organe directeur par un délégué, qui peut être accompagné d'un suppléant, ainsi que d'experts et de conseillers. Les suppléants, les experts et les conseillers peuvent participer aux délibérations de l'Organe directeur mais ne disposent pas du droit de vote sauf dans le cas où ils sont dûment autorisés à remplacer un délégué.

19.5 L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi que tout État n'étant pas Partie contractante au présent Traité peuvent être représentés en qualité d'observateurs aux sessions de l'Organe directeur. Toute autre instance ou institution, qu'elle soit gouvernementale ou non gouvernementale, ayant compétence dans des domaines relatifs à la conservation et à l'utilisation durable des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, qui a informé le Secrétariat qu'elle souhaite être représentée en tant qu'observateur à une session de l'Organe directeur, peut être admise à cette qualité, sauf objection d'au moins un tiers des Parties contractantes présentes. L'admission et la participation d'observateurs est régie par le Règlement intérieur adopté par l'Organe directeur.

19.6 Une Organisation Membre de la FAO qui est Partie contractante et les États Membres de cette Organisation Membre qui sont Parties contractantes exercent les droits et s'acquittent des obligations liées à leur qualité de membre, conformément, *mutatis mutandis*, à l'Acte constitutif et au Règlement général de la FAO.

19.7 L'Organe directeur peut, au besoin, adopter et modifier son propre Règlement intérieur et son Règlement financier, qui ne doivent pas être incompatibles avec les dispositions du présent Traité.

19.8 La présence de délégués représentant une majorité des Parties contractantes est nécessaire pour constituer un quorum à toute session de l'Organe directeur.

19.9 L'Organe directeur tient des sessions ordinaires au moins une fois tous les deux ans. Ces sessions devraient, dans toute la mesure possible, avoir lieu immédiatement avant ou après les sessions ordinaires de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO.

19.10 Des sessions extraordinaires de l'Organe directeur se tiennent lorsque l'Organe directeur le juge nécessaire ou à la demande écrite d'une Partie contractante, à condition que cette demande soit appuyée par au moins un tiers des Parties contractantes.

19.11 L'Organe directeur élit le Président et les vice-présidents (qui constituent collectivement le "Bureau"), conformément à son Règlement intérieur.

Article 20 - Secrétariat

20.1 Le Secrétaire de l'Organe directeur est nommé par le Directeur général de la FAO, avec l'approbation de l'Organe directeur. Le Secrétaire dispose des collaborateurs qui peuvent être nécessaires.

20.2 Le Secrétaire s'acquitte des fonctions suivantes:

a) organiser des sessions de l'Organe directeur et des organes subsidiaires qui pourraient être créés et leur fournir un soutien administratif;

b) aider l'Organe directeur à s'acquitter de ses fonctions, et s'acquitter de toutes tâches spécifiques que l'Organe directeur décide de lui confier;

c) faire rapport sur ses activités à l'Organe directeur;

20.3 Le Secrétaire communique à toutes les Parties contractantes et au Directeur général:

a) les décisions de l'Organe directeur dans un délai de soixante jours à compter de leur adoption;

b) les informations reçues des Parties contractantes conformément aux dispositions du présent Traité.

20.4 Le Secrétaire fournit la documentation pour les sessions de l'Organe directeur dans les six langues de l'Organisation des Nations Unies .

20.5 Le Secrétaire coopère avec les autres organisations et organes de traités, notamment le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique, pour la réalisation des objectifs du présent Traité.

Article 21 - Application

L'Organe directeur, à sa première réunion, examine et adopte des procédures de coopération efficaces et des mécanismes opérationnels visant à favoriser l'application des dispositions du présent Traité et à traiter les questions de non-application. Ces procédures et mécanismes comportent le suivi et l'offre d'avis ou d'aide, en particulier juridique, selon qu'il convient, notamment en faveur des pays en développement et des pays en transition.

Article 22 - Règlement des différends

22.1 En cas de différend entre Parties contractantes touchant l'interprétation ou l'application du présent Traité, les parties concernées recherchent des solutions par négociation.

22.2 Si les parties concernées ne peuvent pas parvenir à un accord par voie de négociation, elles peuvent conjointement faire appel aux bons offices ou à la médiation d'une tierce partie.

22.3 Au moment de ratifier, d'accepter ou d'approuver le présent Traité, ou d'y adhérer, et à tout moment par la suite, toute Partie contractante peut déclarer par écrit auprès du Dépositaire que, dans le cas d'un différend qui n'a pas été réglé conformément à l'Article 22.1 ou 22.2 ci-dessus, elle accepte de considérer comme obligatoire l'un ou l'autre des modes de règlement ci-après, ou les deux:

a) L'arbitrage conformément à la procédure énoncée à la Partie 1 de l'Annexe II du présent Traité;

b) La soumission du différend à la Cour internationale de justice.

22.4 Si les parties n'ont pas accepté la même procédure ou une procédure quelconque, conformément à l'Article 22.3 ci-dessus, le différend est soumis à la conciliation conformément à la Partie 2 de l'Annexe II du présent Traité, sauf si les parties en conviennent autrement.

Article 23 - Amendements au Traité

23.1 Toute Partie contractante peut proposer des amendements au présent Traité.

23.2 Les amendements au présent Traité sont adoptés à une session de l'Organe directeur. Le texte de tout projet d'amendement est communiqué aux Parties contractantes par le Secrétariat au moins six mois avant la session à laquelle il est proposé pour adoption.

23.3 Tout amendement au présent Traité ne peut être fait que par consensus des Parties contractantes présentes à la session de l'Organe directeur.

23.4 Tout amendement adopté par l'Organe directeur entre en vigueur entre les Parties contractantes l'ayant ratifié, accepté ou approuvé le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation par les deux tiers au moins des Parties contractantes. Par la suite, l'amendement entre en vigueur à l'égard de toute autre Partie le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt par cette Partie contractante de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation de l'amendement.

23.5 Aux fins du présent Article, un instrument déposé par une Organisation Membre de la FAO n'est pas considéré comme venant s'ajouter aux instruments déposés par les États Membres de cette organisation.

Article 24 - Annexes

24.1 Les annexes au présent Traité font partie intégrante de ce Traité et toute référence au présent Traité renvoie également à ses annexes.

24.2 Les dispositions de l'Article 23 concernant les amendements au présent Traité s'appliquent à l'amendement des annexes.

Article 25 - Signature

Le présent Traité est ouvert à la signature à la FAO du 3 novembre 2001 au 4 novembre 2002 pour tous les Membres de la FAO et tous les États qui, bien que n'étant pas Membres de la FAO, sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

Article 26 - Ratification, acceptation ou approbation

Le présent Traité est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Membres et non Membres de la FAO mentionnés à l'Article 25. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont remis au Dépositaire.

Article 27 - Adhésion

Le présent Traité est ouvert à l'adhésion de tous les Membres de la FAO et de tous les États qui, bien que n'étant pas Membres de la FAO, sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique à partir de la date à laquelle le Traité n'est plus ouvert à la signature. Les instruments d'adhésion sont déposés auprès du Dépositaire.

Article 28 - Entrée en vigueur

28.1 Sous réserve des dispositions de l'Article 29.2, le présent Traité entre en vigueur à compter du quatre-vingt-dixième jour suivant le dépôt du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion à condition qu'au moins vingt instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion aient été déposés par des Membres de la FAO.

28.2 Pour chaque Membre de la FAO et tout État qui, bien que n'étant pas Membre de la FAO, est membre de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui ratifie, accepte et approuve le présent Traité, ou qui y adhère, après le dépôt, conformément à l'Article 28.1, du quarantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le Traité entre en vigueur à compter du quatre-vingt-dixième jour suivant le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Article 29 - Organisations Membres de la FAO

29.1 Quand une Organisation Membre de la FAO dépose un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion pour le présent Traité, l'Organisation Membre doit, conformément aux dispositions de l'Article II, par. 7 de l'Acte constitutif de la FAO, notifier tout changement concernant la répartition des compétences à la déclaration de compétence qu'elle a soumise en vertu de l'Article II, par. 5 de l'Acte constitutif de la FAO, si cela est nécessaire, compte tenu de son acceptation du présent Traité. Toute Partie contractante au présent Traité peut, à tout moment, demander à une Organisation Membre de la FAO qui est Partie contractante à ce Traité d'indiquer qui, de l'Organisation Membre ou de ses États membres, est responsable de la mise en œuvre de telle ou telle question visée par le présent Traité. L'Organisation Membre doit fournir cette information dans un délai raisonnable.

29.2 Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'adhésion ou de dénonciation déposés par une Organisation Membre de la FAO ne sont pas considérés comme venant s'ajouter aux instruments déposés par les États membres de ladite Organisation Membre.

Article 30 - Réserves

Aucune réserve ne peut être faite au présent Traité.

Article 31 – Non parties

Les Parties contractantes encouragent tout État Membre de la FAO ou tout autre État n'étant pas Partie contractante au présent Traité à adhérer à ce dernier.

Article 32 - Dénonciation

32.1 Chacune des Parties contractantes peut à tout moment, passées deux années à compter de la date à laquelle le présent Traité est entré en vigueur pour elle, notifier au Dépositaire par écrit son retrait du présent Traité. Le Dépositaire en informe immédiatement toutes les Parties contractantes.

32.2 La dénonciation prend effet un an après la date de réception de la notification.

Article 33 - Extinction

33.1 Le présent Traité s'éteint automatiquement si et au moment où, à la suite de dénonciations, le nombre de Parties contractantes tombe au-dessous de quarante, sauf décision contraire des Parties contractantes restantes, prise à l'unanimité.

33.2 Le Dépositaire informe toutes les Parties contractantes restantes lorsque le nombre des Parties contractantes est tombé à quarante.

33.3 En cas d'extinction du Traité, l'affectation des avoirs est régie par les dispositions du Règlement financier adopté par l'Organe directeur.

Article 34 - Dépositaire

Le Directeur général de la FAO est le Dépositaire du présent Traité.

Article 35 - Textes authentiques

Les textes en anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe du présent Traité font également foi.

APPENDICE I

LISTE DES ESPÈCES CULTIVÉES COUVERTES PAR LE SYSTÈME MULTILATÉRAL

Espèces cultivées vivrières

Espèces cultivées	Genre	Observations
Arbre à pain	*Artocarpus*	Arbre à pain seulement
Asperge	*Asparagus*	
Avoine	*Avena*	
Betterave	*Beta*	
Complexe des Brassica	*Brassica* et al.	Sont compris les genres: *Brassica, Armoracia, Barbarea, Camelina, Crambe, Diplotaxis, Eruca, Isatis, Lepidium, Raphanobrassica, Raphanus, Rorippa* et *Sinapis*. Il s'agit d'oléagineux et de légumes tels que le chou, le colza, la moutarde, le cresson, la roquette, les radis, les navets. L'espèce *Lepidium meyenii* (maca) n'est pas incluse.
Cajan	*Cajanus*	
Pois chiche	*Cicer*	
Agrumes	*Citrus*	Y compris, comme porte-greffes, *Poncirus* et *Fortunella*.
Noix de coco	*Cocos*	
Principales aracées	*Colocasia, Xanthosoma*	Principales aracées: taro, colacase, chou caraïbe, malanga
Carotte	*Daucus*	
Igname	*Dioscorea*	
Millet éleusine	*Eleusine*	
Fraise	*Fragaria*	
Tournesol	*Helianthus*	
Orge	*Hordeum*	
Patate douce	*Ipomoea*	
Gesse, pois carré	*Lathyrus*	
Lentille	*Lens*	
Pomme	*Malus*	
Manioc	*Manihot*	Uniquement *Manihot esculenta*.
Banane/banane plantain	*Musa*	Sauf *Musa textilis*.
Riz	*Oryza*	
Mil à chandelle	*Pennisetum*	
Haricot	*Phaseolus*	Sauf *Phaseolus polyanthus*.
Pois	*Pisum*	
Seigle	*Secale*	
Pomme de terre	*Solanum*	Y compris section *Tuberosa*, sauf *Solanum phureja*.
Aubergine	*Solanum*	Y compris section *Melongena*.
Sorgho	*Sorghum*	
Triticale	*Triticosecale*	
Blé	*Triticum* et al.	Y compris *Agropyron, Elymus* et *Secale*.
Fève /Vesce	*Vicia*	
Niébé et al.	*Vigna*	
Maïs	*Zea*	Non compris *Zea perennis, Zea diploperennis* et *Zea luxurians*.

Fourrages

Genre	**Espèce**
LÉGUMINEUSES	
Astragalus	*chinensis, cicer, arenarius*
Canavalia	*ensiformis*
Coronilla	*varia*
Hedysarum	*coronarium*
Lathyrus	*cicera, ciliolatus, hirsutus, ochrus, odoratus, sativus*
Lespedeza	*cuneata, striata, stipulacea*
Lotus	*corniculatus, subbiflorus, uliginosus*
Lupinus	*albus, angustifolius, luteus*
Medicago	*arborea, falcata, sativa, scutellata, rigidula, truncatula*
Melilotus	*albus, officinalis*
Onobrychis	*viciifolia*
Ornithopus	*sativus*
Prosopis	*affinis, alba, chilensis, nigra, pallida*
Pueraria	*phaseoloides*
Trifolium	*alexandrinum, alpestre, ambiguum, angustifolium, arvense, agrocicerum, hybridum, incarnatum, pratense, repens, resupinatum, rueppellianum, semipilosum, subterraneum, vesiculosum*
GRAMINÉES	
Andropogon	*gayanus*
Agropyron	*cristatum, desertorum*
Agrostis	*stolonifera, tenuis*
Alopecurus	*pratensis*
Arrhenatherum	*elatius*
Dactylis	*glomerata*
Festuca	*arundinacea, gigantea, heterophylla, ovina, pratensis, rubra*
Lolium	*hybridum, multiflorum, perenne, rigidum, temulentum*
Phalaris	*aquatica, arundinacea*
Phleum	*pratense*
Poa	*alpina, annua, pratensis*
Tripsacum	*laxum*
AUTRES FOURRAGES	
Atriplex	*halimus, nummularia*
Salsola	*vermiculata*

APPENDICE II

Partie 1

ARBITRAGE

Article premier

La partie requérante notifie au Secrétaire que les parties en cause renvoient le différend à l'arbitrage conformément à l'Article 22. La notification indique l'objet de l'arbitrage et notamment les articles du Traité dont l'interprétation ou l'application fait l'objet du litige. Si les parties au différend ne s'accordent pas sur l'objet du litige avant la désignation du Président du Tribunal arbitral, c'est ce dernier qui le détermine. Le Secrétaire communique les informations ainsi reçues à toutes les Parties contractantes au présent Traité.

Article 2

1. En cas de différend entre deux parties, le Tribunal arbitral est composé de trois membres. Chacune des parties au différend nomme un arbitre; les deux arbitres ainsi nommés désignent d'un commun accord le troisième arbitre, qui assume la présidence du Tribunal. Ce dernier ne doit pas être ressortissant de l'une des parties au différend, ni avoir sa résidence habituelle sur le territoire de l'une de ces parties au différend, ni se trouver au service de l'une d'elles, ni n'avoir déjà traité de cette affaire à quelque titre que ce soit.

2. En cas de différend entre plus de deux Parties contractantes, les parties au différend ayant le même intérêt désignent un arbitre d'un commun accord.

3. En cas de vacance, il est pourvu à la vacance selon la procédure prévue pour la nomination initiale.

Article 3

1. Si, dans un délai de deux mois après la nomination du deuxième arbitre, le Président du Tribunal arbitral n'est pas désigné, le Directeur général de la FAO procède, à la requête d'une partie au différend, à sa désignation dans un nouveau délai de deux mois.

2. Si, dans un délai de deux mois après réception de la requête, l'une des parties au différend n'a pas procédé à la nomination d'un arbitre, l'autre partie peut saisir le Directeur général de la FAO qui procède à la désignation dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Le Tribunal arbitral rend ses décisions conformément aux dispositions du présent Traité et au droit international.

Article 5

Sauf si les parties au différend en décident autrement, le Tribunal arbitral établit ses propres règles de procédure.

Article 6

À la demande de l'une des parties au différend, le Tribunal arbitral peut recommander les mesures conservatoires indispensables.

Article 7

Les parties au différend facilitent les travaux du Tribunal arbitral et, en particulier, utilisent tous les moyens à leur disposition pour:

a) fournir au Tribunal tous les documents, renseignements et facilités nécessaires;

b) permettre au Tribunal, en cas de besoin, de faire comparaître des témoins ou des experts et d'enregistrer leur déposition.

Article 8

Les parties au différend et les arbitres sont tenus de conserver le caractère confidentiel de tout renseignement qu'ils obtiennent confidentiellement au cours des audiences du Tribunal arbitral.

Article 9

À moins que le Tribunal arbitral n'en décide autrement du fait des circonstances particulières de l'affaire, les frais du Tribunal sont pris en charge, à parts égales, par les parties au différend. Le Tribunal tient un relevé de tous ses frais et en fournit un état final aux parties au différend.

Article 10

Toute Partie contractante ayant, en ce qui concerne l'objet du différend, un intérêt d'ordre juridique susceptible d'être affecté par la décision, peut intervenir dans la procédure avec le consentement du Tribunal.

Article 11

Le Tribunal peut connaître et décider des demandes reconventionnelles directement liées à l'objet du différend.

Article 12

Les décisions du Tribunal arbitral, tant sur la procédure que sur le fond, sont prises à la majorité des voix de ses membres.

Article 13

Si l'une des parties au différend ne se présente pas devant le Tribunal arbitral ou ne défend pas sa cause, l'autre partie peut demander au Tribunal de poursuivre la procédure et de prononcer sa décision. Le fait qu'une des parties au différend ne se soit pas présentée devant le Tribunal ou se soit abstenue de faire valoir ses droits ne fait pas obstacle à la procédure. Avant de prononcer sa sentence définitive, le Tribunal arbitral doit s'assurer que la demande est fondée dans les faits et en droit.

Article 14

Le Tribunal prononce sa sentence définitive au plus tard cinq mois à partir de la date à laquelle il a été créé, à moins qu'il n'estime nécessaire de prolonger ce délai pour une période qui ne devrait pas excéder cinq mois supplémentaires.

Article 15

La sentence définitive du Tribunal arbitral est limitée à la question qui fait l'objet du différend et est motivée. Elle contient les noms des membres qui ont participé au délibéré et la date à laquelle elle a été prononcée. Tout membre du Tribunal peut y annexer un avis distinct ou une opinion divergente.

Article 16

La sentence est obligatoire pour les parties au différend. Elle est sans appel, à moins que les parties ne se soient entendues d'avance sur une procédure d'appel.

Article 17

Tout différend qui pourrait surgir entre les parties au différend concernant l'interprétation ou l'exécution de la sentence peut être soumis par l'une des parties au différend au Tribunal arbitral qui l'a rendue.

Partie 2

CONCILIATION

Article premier

Une Commission de conciliation est créée à la demande de l'une des parties au différend. À moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, la Commission se compose de cinq membres, chaque partie concernée en désignant deux et le Président étant choisi d'un commun accord par les membres ainsi désignés.

Article 2

En cas de différend entre plus de deux Parties contractantes, les parties au différend ayant le même intérêt désignent leurs membres de la commission d'un commun accord. Lorsque deux parties au différend au moins ont des intérêts indépendants ou lorsqu'elles sont en désaccord sur la question de savoir si elles ont le même intérêt, elles nomment leurs membres séparément.

Article 3

Si, dans un délai de deux mois après la demande de création d'une commission de conciliation, tous les membres de la commission n'ont pas été nommés par les parties au différend, le Directeur général de la FAO procède, à la requête de la partie au différend qui a fait la demande, aux désignations nécessaires dans un nouveau délai de deux mois.

Article 4

Si, dans un délai de deux mois après la dernière nomination d'un membre de la Commission, celle-ci n'a pas choisi son Président, le Directeur général de la FAO procède, à la requête d'une partie au différend, à la désignation du Président dans un nouveau délai de deux mois.

Article 5

La Commission de conciliation prend ses décisions à la majorité des voix de ses membres. À moins que les parties au différend n'en conviennent autrement, elle établit sa propre procédure. Elle rend une proposition de règlement du différend que les parties examinent de bonne foi.

Article 6

En cas de désaccord au sujet de la compétence de la Commission de conciliation, celle-ci décide si elle est ou non compétente.

In the name of Italy:

Au nom de l'Italie:

En nombre de Italia:

باسم إيطاليا:

代表 意大利：

06/06/2002

D'ORDINE DEL MINISTRO
Avv. Vincenzo Nunziata
Capo Ufficio Legislativo

This signature constitutes the signature referred to in Article 25 of the International Treaty on Plant Genetic Resources for Food and Agriculture which was adopted pursuant to Article XIV of the FAO Constitution at the thirty-first session of the FAO Conference held in November 2001.

La présente signature constitue la signature mentionnée à l'Article 25 du Traité international sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, qui a été adopté par la Conférence de la FAO à sa trente-et-unième session, tenue en novembre 2001, conformément à l'Article XIV de l'Acte constitutif de la FAO.

Esta firma es la mencionada en el Artículo 25 del Tratado Internacional sobre los Recursos Fitogenéticos para la Alimentación y la Agricultura, aprobado con arreglo al Artículo XIV de la Constitución de la FAO en el 31° período de sesiones de la Conferencia de la FAO, celebrado en noviembre de 2001.

هذا التوقيع يشير إلى التوقيع المنصوص عليه في المادة 25 من المعاهدة الدولية بشأن الموارد الوراثية للأغذية والزراعة التي ووفق عليها بمقتضى المادة 14 من دستور المنظمة خلال الدورة الحادية والثلاثين لمؤتمر المنظمة الذي عقد في نوفمبر/تشرين الثاني2001

本签署系《国际粮食和农业植物遗传资源条约》第 25 条中提及的签署。该《条约》已由 2001 年 11 月举行的粮农组织大会第三十一届会议依照粮农组织章程第十四条通过。

TRATTATO INTERNAZIONALE SULLE RISORSE FITOGENETICHE PER L'ALIMENTAZIONE E L'AGRICOLTURA

Adottato dalla trentunesima riunione della Conferenza della FAO

TRATTATO INTERNAZIONALE SULLE RISORSE FITOGENETICHE PERL'ALIMENTAZIONE E L'AGRICOLTURA

Adottato dalla trentunesima riunione della Conferenza della FAO

ORGANIZZAZIONE DELLE NAZIONI UNITE PER L'ALIMENTAZIONE E L'AGRICOLTURA

Roma, 2001

Le copie addizionali di questo documento possono essere richieste al seguente indirizzo

Il Segretario
Commissione delle risorse genetiche per l'alimentazione e l'agricoltura
Ufficio del Vice-Direttore generale, Dipartimento dell' agricoltura
Organizzazione delle Nazioni Unite per l'agricoltura e l'alimentazione
Via delle Terme di Caracalla
00100 Roma, Italia

Fax (+39)0657053057
Mel: jose. Esquinas@fao.org
http://www.fao.org/ag/cgrfa

Traduzione non ufficiale

TRATTATO INTERNAZIONALE SULLE RISORSE FITOGENETICHE PER L'ALIMENTAZIONE E L'AGRICOLTURA

PREAMBOLO

Le Parti contraenti,

Convinte della speciale natura delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura e delle loro particolari caratteristiche e problemi che richiedono soluzioni specifiche;

Allarmate per la continua erosione di queste risorse;

Consapevoli del fatto che le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura costituiscono una preoccupazione comune di tutti i paesi, nella misura in cui essi dipendono tutti ampiamente dalle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura provenienti da altrove;

Riconoscendo che la conservazione, la prospezione, la raccolta, la caratterizzazione, la valutazione e la documentazione delle risorse fitogeniche per l'alimentazione e l'agricoltura svolgono un ruolo essenziale nella realizzazione degli obiettivi figuranti nella Dichiarazione di Roma sulla sicurezza alimentare mondiale e nel Piano d'azione del Vertice mondiale dell'alimentazione e nello sviluppo agricolo sostenibile per le generazioni presenti e future, e che conviene rafforzare con urgenza la capacità dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione per questi compiti;

Rilevando che il Piano d'azione mondiale per la conservazione e l'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura è un quadro di riferimento approvato a livello internazionale per tali attività;

Riconoscendo inoltre che le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura sono la materia prima indispensabile per il miglioramento genetico delle piante coltivate , sia mediante la selezione degli agricoltori, con metodi classici di miglioramento delle piante sia con bio-tecnologie moderne, e che esse svolgono un ruolo essenziale nell'adattamento ai cambiamenti ecologici ed alle evoluzioni imprevedibili dei bisogni umani;

Asserendo che il contributo passato, presente e futuro che gli agricoltori di tutte le regioni del mondo, in particolare quelli che vivono nei centri di origine e di diversità forniscono alla conservazione, al miglioramento ed alla disponibilità di tali risorse, costituisce il fondamento dei diritti degli agricoltori;

Affermando inoltre che i diritti riconosciuti dal presente Trattato di conservare, utilizzare, scambiare e vendere sementi di fattoria ed altri materiali di moltiplicazione, e di partecipare al processo decisionale concernente l'uso delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, nonché ad una ripartizione giusta ed equa dei vantaggi che ne derivano sono elemento fondamentale della materializzazione dei diritti degli agricoltori, nonché della promozione dei diritti degli agricoltori a livello nazionale ed internazionale ;

Riconoscendo che il presente Trattato e gli altri accordi internazionali pertinenti dovrebbero essere complementari al fine di garantire un'agricoltura sostenibile e la sicurezza alimentare;

Affermando che nulla nel presente Trattato deve essere interpretato nel senso di comportare in qualsiasi maniera una modifica dei diritti e degli obblighi inerenti alle Parti contraenti a titolo di altri accordi internazionali

Considerando che il suddetto esposto non mira a stabilire una gerarchia fra il Trattato ed altri accordi internazionali ;

Consapevoli del fatto che le questioni relative alla gestione delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura sono al crocicchio fra l'agricoltura, l'ambiente ed il commercio, e convinte che dovrebbe esservi una sinergia fra questi settori;

Consapevoli delle loro responsabilità nei riguardi delle generazioni presenti e future per la conservazione della diversità mondiale delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura ;

Riconoscendo che nell'esercizio dei loro diritti sovrani sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, gli Stati possono reciprocamente avvantaggiarsi della creazione di un efficace sistema multilaterale che faciliti l'accesso ad una parte già negoziata di queste risorse, nonché una condivisione giusta ed equa dei vantaggi derivanti dalla loro utilizzazione ; e

Auspicando concludere un accordo internazionale nel quadro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura, di seguito denominata F.A.O., a titolo dell'Articolo XIV del suo Atto istitutivo;

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE I - INTRODUZIONE

Articolo 1° - Obiettivi

1.1 Gli obiettivi del presente Trattato sono la conservazione e l'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, nonché un'equa e giusta condivisione dei vantaggi derivanti dalla loro utilizzazione, in armonia con la Convenzione sulla diversità biologica , per un'agricoltura sostenibile e per la sicurezza alimentare.

1.2 Questi obiettivi si ottengono stabilendo stretti legami fra il presente Trattato e l'Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura nonché la Convenzione sulla diversità biologica.

Articolo 2- Uso dei termini

Ai fini del presente Trattato, i termini in appresso hanno il significato indicato nel presente Articolo. Le definizioni non includono il commercio internazionale dei prodotti.

<< Conservazione *in situ*>> significa la conservazione degli eco-sistemi e degli habitat naturali, nonché il mantenimento e la ricostituzione di popolazioni di specie viabili nel loro ambiente naturale, e, nel caso di specie vegetali coltivate , nell'ambiente in cui i loro caratteri distintivi si sono sviluppati.

<<Conservazione *ex situ*>> significa la conservazione di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura al di fuori del loro ambiente naturale;

<< Risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura >> significa il materiale genetico di origine vegetale, avente un valore effettivo o potenziale per l'alimentazione e l'agricoltura ;

<< Materiale genetico >> significa il materiale di origine vegetale, compreso il materiale di riproduzione e di moltiplicazione vegetativa, contenente unità funzionali dell'eredità.

<< Varietà>> significa un insieme vegetale avente un taxon botanico al più basso livello conosciuto, definito dall'espressione riproducibile dei suoi caratteri distintivi e di altri caratteri genetici .

<< Raccolta *ex situ* >> significa una raccolta di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura conservate fuori dal loro ambiente naturale.

<< Centro d'origine>> significa una zona geografica in cui una specie vegetale, coltivata o selvatica, ha sviluppato per la prima volta i suoi caratteri distintivi.

<< Centro di diversità vegetale >> significa una zona geografica contenente un elevato livello di diversità genetica per le specie coltivate in condizioni *in situ*.

Articolo 3- Portata di applicazione

Il presente Trattato verte sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

PARTE II - DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 4- Obblighi generali

Ciascuna Parte contraente vigila affinché le sue leggi, regolamenti e procedure siano conformi agli obblighi che le incombono a norma del presente Trattato.

Articolo 5- Conservazione, prospezione, raccolta, caratterizzazione, valutazione e documentazione delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

5.1 Ciascuna Parte contraente, fatta salva la propria legislazione nazionale, ed in cooperazione con altre Parti contraenti, a seconda di come convenga, promuove un approccio integrato della prospezione, della conservazione e dell'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, ed in particolare si adopera, a seconda di come convenga, a:

a) censire ed inventariare le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, in considerazione dello stato e del grado di variazione in seno alle popolazioni esistenti, comprese quelle di uso potenziale e, ove possibile, valutare i rischi gravanti sulle stesse;

b) promuovere la raccolta delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, nonché l'informazione pertinente associata alle risorse fitogenetiche a repentaglio o che sono potenzialmente utilizzabili;

c) incoraggiare o sostenere, a seconda di come convenga, gli sforzi degli agricoltori e delle comunità locali per preservare nelle aziende agricole le loro risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura;

d) promuovere la conservazione *in situ* delle specie selvatiche affini a piante coltivate e delle specie selvatiche per la produzione alimentare, ivi compreso nelle zone protette, appoggiando in modo particolare gli sforzi delle comunità locali ed autoctone;

e) cooperare in modo da promuovere la realizzazione di un sistema efficace e sostenibile di conservazione *ex situ*, prestando tutta l'attenzione richiesta alla necessità di una documentazione di una caratterizzazione, di una rigenerazione e di una valutazione appropriate, e promuovere l'elaborazione ed il trasferimento di tecnologie appropriate per migliorare l'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura ;

f) sorvegliare il mantenimento della fattibilità, del grado di variazione e dell'integrità genetica delle raccolte di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura ;

5.2 Le Parti contraenti prendono, a seconda di come convenga, provvedimenti per limitare o se possibile eliminare i rischi che gravano sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura .

Articolo 6- Uso sostenibile delle risorse fitogenetiche

6.1 Le Parti contraenti elaborano e mantengono politiche e disposizioni giuridiche appropriate al fine di promuovere un uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura ;

6.2 L'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura può in particolare comportare le seguenti misure:

a) elaborare politiche agricole leali, che incoraggiano, come opportuno , la realizzazione e il mantenimento di sistemi agricoli differenziati che favoriscono un uso sostenibile della diversità biologica agricola e delle altre risorse naturali;

b) effettuare più ricerche che rafforzano e conservano la diversità biologica, ottimizzando la variazione intra-ed interspecifica a vantaggio degli agricoltori, in particolare di quelli che creano ed utilizzano le loro varietà ed applicano principi ecologici di mantenimento della fertilità del suolo e di lotta contro malattie, malerba, e organismi nocivi;

c) promuovere, come opportuno , con la partecipazione degli agricoltori, in particolare nei paesi in via di sviluppo, i tentativi di selezione che rafforzano la capacità di elaborare varietà specificamente adattate alle varie condizioni sociali, economiche ed ecologiche, ivi compreso nelle zone marginali;

d) allargare la base genetica delle piante coltivate e accrescere la diversità del materiale genetico messo a disposizione degli agricoltori;

e) promuovere, a seconda di come convenga, un maggiore uso delle piante coltivate delle varietà e delle specie sotto-utilizzate, locali o adattate alle condizioni locali;

f) incoraggiare, a seconda di come convenga, un maggiore uso della diversità delle varietà e specie nella gestione, conservazione e uso sostenibile delle piante coltivate nelle aziende agricole, e creare stretti legami fra la selezione vegetale e lo sviluppo agricolo in vista di ridurre la vulnerabilità delle piante coltivate e l'erosione genetica, e promuovere una maggiore produzione mondiale compatibile con uno sviluppo sostenibile;

g) sorvegliare come opportuno, le strategie di selezione e le regolamentazioni relative alla messa in vendita delle varietà ed alla distribuzione delle sementi.

Articolo 7 - Impegni nazionali e cooperazione internazionale

7.1 Ciascuna Parte contraente, come opportuno, incorpora nelle sue politiche e nei suoi programmi agricoli e di sviluppo rurale, le attività di cui agli Articoli 5 e 6, e coopera con le altre Parti contraenti, direttamente o tramite la FAO ed altre organizzazioni internazionali

competenti, nei settori della conservazione e dell'utilizzazione sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

7.2 La cooperazione internazionale ha come oggetto, in particolare:

a) formare o rafforzare la capacità dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione per quanto concerne la conservazione e l'utilizzazione sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura;

b) rafforzare le attività internazionali volte a promuovere la conservazione, la valutazione, la documentazione, il miglioramento genetico, la selezione vegetale, la moltiplicazione delle sementi nonché, conformemente alla Parte IV, la ripartizione , l'accesso a, e lo scambio di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura e di informazioni e tecnologie appropriate;

c) mantenere e rafforzare le intese istituzionali di cui alla Parte V; e

d) attuare la strategia di finanziamento dell'articolo 18,

Articolo 8- Assistenza tecnica

Le Parti contraenti convengono di promuovere la concessione di un'assistenza tecnica alle Parti contraenti, in particolare a quelle che sono paesi in via di sviluppo o paesi in transizione, per mezzo dell'aiuto bilaterale o delle organizzazioni internazionali appropriate, al fine di favorire la messa in opera del presente Trattato.

PARTE III - DIRITTI DEGLI AGRICOLTORI

Articolo 9- Diritti degli agricoltori

9.1.Le Parti contraenti riconoscono l'enorme contributo che le comunità locali ed autoctone, nonché gli agricoltori di tutte le regioni del mondo, ed in particolare quelli dei centri di origine e di diversità delle piante coltivate, hanno fornito e continueranno a fornire per la conservazione e la valorizzazione delle risorse fitogenetiche che sono alla base della produzione alimentare ed agricola nel mondo intero.

9. 2 Le Parti contraenti convengono che spetta ai governi la responsabilità dei diritti degli agricoltori per quanto riguarda le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura. In funzione dei suoi bisogni e priorità ciascuna Parte contraente dovrebbe, a seconda di come convenga, e fatta salva la legislazione nazionale prendere provvedimenti per tutelare i promuovere i diritti degli agricoltori, ivi compreso:

a) la tutela delle conoscenze tradizionali che presentano interesse per le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura;

b) il diritto di partecipare equamente alla ripartizione dei vantaggi derivanti dall'uso delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura ;

c) il diritto di partecipare al processo decisionale a livello nazionale, sulle questioni relative alla conservazione ed all'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

9.3. Nulla nel presente Articolo dovrà essere interpretato nel senso di limitare i diritti che possono avere gli agricoltori di conservare, utilizzare, scambiare e vendere sementi di aziende agricole o materiale di moltiplicazione, fatte salve le disposizioni della legislazione nazionale e a seconda di come convenga.

PARTE IV - SISTEMA MULTILATERALE DI ACCESSO E RIPARTIZIONE DEI VANTAGGI

Articolo 10- Sistema multilaterale di accesso e di ripartizione dei vantaggi

10.1 Nelle loro relazioni con gli altri Stati , le Parti riconoscono i diritti sovrani degli Stati sulle proprie risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, ivi compreso il fatto che la facoltà di determinare l'accesso a tali risorse spetta ai governi e dipende dalla legislazione nazionale.

10.2 Nell'esercizio dei loro diritti sovrani, le Parti contraenti convengono di istituire un sistema multilaterale efficiente, efficace e trasparente sia per favorire l'accesso alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, sia per condividere in modo giusto ed equo, i vantaggi derivanti dall'uso di dette risorse, in una prospettiva complementare e di reciproco rafforzamento.

Articolo 11 - Applicazione del sistema multilaterale

11.1 Per conseguire gli obiettivi di conservazione e di uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, e di ripartizione giusta ed equa dei vantaggi derivanti dalla loro utilizzazione, come indicato all'Articolo 1, il sistema multilaterale si applica alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura enumerate all'Annesso I sulla base dei criteri di sicurezza alimentare e d'interdipendenza.

11.2 Il sistema multilaterale, come indicato all'Articolo 11.1, incorpora tutte le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura enumerate all'Annesso I che sono gestite e amministrate dalle Parti contraenti e che dipendono dal demanio pubblico. Per ottenere un'applicazione la più completa possibile, le Parti invitano tutti gli altri detentori di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura enumerate all'Annesso I a incorporare tali risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura nel sistema multilaterale.

11.3 Le Parti contraenti convengono inoltre di prendere misure appropriate per incoraggiare le persone fisiche e morali sotto la loro giurisdizione che detengono risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura enumerate all'Annesso I, ad incorporare tali risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura nel sistema multilaterale.

11.4 Entro due anni successivi all'entrata in vigore del Trattato, l'Organo direttivo valuta i progressi realizzati per l'inclusione nel sistema multilaterale delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura di cui all'Articolo 11.3 A seguito di tale valutazione, l'Organo direttivo decide se sia il caso di continuare a facilitare l'accesso alle persone fisiche e giuridiche di cui all'Articolo 12.3 che non hanno incluso tali risorse fitogenetiche per

l'alimentazione e l'agricoltura nel sistema multilaterale o di prendere ogni altro provvedimento che ritiene adeguato.

11.5 Il sistema multilaterale include altresì le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura enumerate all'Annesso I conservate elle raccolte *ex situ* dei Centri internazionali di ricerca agronomica del Gruppo consultivo per la ricerca agricola internazionale (GCRAI) , come previsto all'articolo 15.1.a ed in altre istituzioni internazionali conformemente all'articolo 15.5.

Articolo 12- Accesso agevolato alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura in seno al sistema multilaterale

12.1 Le Parti contraenti convengono che l'accesso agevolato alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura nel quadro del sistema multilaterale, quale definito all'Articolo 11, si effettua conformemente alle disposizioni del presente Trattato.

12.2 Le Parti contraenti convengono di prendere misure giuridiche o altre misure appropriate necessarie per la concessione di tale accesso alle altre Parti contraenti grazie al sistema multilaterale. A tal fine questo accesso è altresì concesso alle persone fisiche e giuridiche che dipendono dalla giurisdizione di qualsiasi Parte contraente, fatte salve le disposizioni dell'Articolo 12.4

Questo accesso è concesso conformemente alle condizioni di seguito enunciate:

a) l'accesso è concesso quando ha per unico fine la conservazione e l'utilizzazione ai fini della ricerca, la selezione e la formazione per l'alimentazione e l'agricoltura, a condizione che non sia destinato ad usi chimici o farmaceutici, né ad altri usi industriali non alimentari e non foraggieri . Nel caso di piante coltivate per usi multipli (alimentari e non alimentari) la loro inclusione nel sistema multilaterale e l'applicabilità del regime di accesso facilitato dipende dalla loro rilevanza per la sicurezza alimentare;

b) L'accesso è concesso sollecitamente, senza che occorra seguire individualmente le entrate , e gratuitamente; se tuttavia è richiesto un pagamento per le spese, quest'ultimo non deve superare i costi minimi impegnati ;

c) tutti i dati di passaporto disponibili e, fatta salva la legislazione in vigore, ogni altra informazione descrittiva associata, disponibile e non riservata, sono messi a disposizione con le risorse fitogenetiche fornite per l'alimentazione e l'agricoltura.

d) i beneficiari non possono rivendicare alcun diritto di proprietà intellettuale o altro diritto limitante l'accesso facilitato alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura o alle loro parti o componenti genetiche, sotto la forma ammessa del sistema multilaterale;

e) l'accesso alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura in corso di elaborazione, compreso il materiale in corso di messa a punto ad opera degli agricoltori, rimane a discrezione degli ottenenti, durante il periodo della loro messa a punto;

f) l'accesso alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura tutelate da diritti della proprietà intellettuale e da altri diritti di proprietà è concesso in conformità agli accordi internazionali ed alle leggi nazionali pertinenti;

g) i beneficiari delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura per le quali l'accesso è consentito nel quadro del sistema multilaterale e che sono conservate, le

tengono a disposizione del sistema multilaterale, in conformità alle disposizioni del presente Trattato;

h) fatte salve le altre disposizioni del presente Articolo, le Parti contraenti convengono che l'accesso alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura ***in situ***, è concessa in conformità alla legislazione nazionale o, in mancanza di tale legislazione, in conformità alle norme che possono essere stabilite dall'Organo direttivo .

12.4 A tal fine, l'accesso facilitato, in conformità agli Articoli 12.2 e 12.3 di cui sopra, è concesso conformemente ad un accordo tipo di trasferimento di materiale (ATM) adottato dall'Organo direttivo e che riprende le norme dell'Articolo 12.3a, d e g , nonché le disposizioni relative alla ripartizione dei vantaggi enunciati all'articolo 13.2 d ii) e le altre disposizioni pertinenti di questo Trattato, nonché la disposizione indicante che il beneficiario delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione o l' agricoltura deve richiedere che le condizioni dell'ATM si applichino al trasferimento delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura ad un'altra persona o entità , nonché ad ogni altro ulteriore trasferimento di tali risorse genetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

12.5 Le Parti contraenti vigilano affinché sia possibile fare ricorso, in conformità alle disposizioni giurisdizionali applicabili, nel loro sistema giuridico, in caso di controversie contrattuali derivanti da tali ATM, riconoscendo che gli obblighi derivanti da questi contratti ATM incombono esclusivamente ai beneficiari degli stessi.

12.6 In situazioni di emergenza dovute a calamità naturali, le Parti contraenti convengono di concedere un accesso agevolato alle risorse fitogenetiche appropriate per l'alimentazione e l'agricoltura nel quadro del sistema multilaterale, al fine di contribuire al ripristino dei sistemi agricoli , in cooperazione con i coordinatori dei soccorsi.

Articolo 13- Ripartizione dei vantaggi nel sistema multilaterale

13.1 Le Parti contraenti riconoscono che l'accesso facilitato alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura incluse nel sistema multilaterale, costituisce di per sé un rilevante vantaggio del sistema multilaterale e stabiliscono di comune accordo che i vantaggi che ne risultano siano ripartiti in modo equo e giusto, conformemente alle disposizioni del presente accordo.

13.2 Le Parti contraenti stabiliscono di comune accordo che i vantaggi derivanti dall'utilizzazione, ivi compresa commerciale, delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura nel quadro del sistema multilaterale siano ripartiti in modo giusto ed equo per mezzo dei seguenti meccanismi:scambio d'informazioni, accesso alle tecnologie e trasferimento di queste ultime, rafforzamento delle capacità, ripartizione dei vantaggi derivanti dalla commercializzazione, in considerazione dei settori di attività prioritarie del Piano d'azione mondiale ad evoluzione costante e secondo gli orientamenti dell'Organo direttivo :

a) Scambio d'informazioni

Le Parti contraenti convengono di rendere disponibili le informazioni che comprendono, in modo particolare, i cataloghi e gli inventari, le informazioni sulle tecnologie ed i risultati della ricerca tecnica, scientifica e socioeconomica, compresa la caratterizzazione, la valutazione e l'utilizzazione concernenti le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura incluse nel sistema multilaterale. Queste informazioni sono rese disponibili,

sempre che non siano riservate, fatto salvo il diritto applicabile ed in conformità alle capacità nazionali. Tali informazioni sono messe a disposizione di tutte le Parti contraenti del presente Trattato per mezzo del sistema d'informazione, come previsto all'Articolo 17.

b) Accesso alle tecnologie e trasferimento di tecnologie

i) Le Parti contraenti s'impegnano a concedere e/o a facilitare l'accesso alle tecnologie miranti alla conservazione, alla caratterizzazione, alla valutazione ed all'utilizzazione delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura incluse nel sistema multilaterale.. Riconoscendo che alcune tecnologie possono essere trasferite solo con materiale genetico, le Parti contraenti concedono e/o agevolano l'accesso a queste tecnologie ed al materiale genetico incluso nel sistema multilaterale, nonché alle varietà migliorate ed al materiale genetico elaborato grazie all'uso delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura incluse nel sistema multilaterale, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 12. L'accesso a queste tecnologie, alle varietà migliorate ed al materiale genetico è concesso o agevolato nel rispetto dei diritti di proprietà e delle leggi applicabili concernenti l'accesso, e conformemente alle capacità nazionali

ii) L'accesso alle tecnologie ed il loro trasferimento ai paesi, in particolare ai paesi in via di sviluppo ed ai paesi in transizione, sono assicurati grazie ad un insieme di misure quali la creazione ed il funzionamento di gruppi tematici per piante coltivate sull'uso delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, e la partecipazione a questi gruppi, tutti i tipi di partenariato relativi alla ricerca-sviluppo ed alle imprese commerciali congiunte relative al materiale ricevuto, la valorizzazione delle risorse umane e l'accesso effettivo agli impianti di ricerca.

iii) L'accesso alle tecnologie, ivi comprese le tecnologie protette dai diritti della proprietà intellettuale ed il loro trasferimento, come indicato ai capoversi i) e ii) precedenti , ai paesi in via di sviluppo che sono Parti contraenti, in particolare ai paesi meno progrediti ed ai paesi in transizione, sono assicurati e/o facilitati a condizioni giuste e maggiormente favorevoli, in particolare nel caso di tecnologie utilizzate a fini di conservazione, nonché di tecnologie destinate agli agricoltori dei paesi in via di sviluppo, in modo particolare i paesi meno avanzati ed i paesi in transizione, anche a condizioni di favore e preferenziali, se così è stato reciprocamente convenuto, soprattutto grazie a partenariati di ricerca-sviluppo nel quadro del sistema multilaterale.Tale accesso e trasferimento avverranno in condizioni tali da garantire una protezione efficace ed adeguata dei diritti della proprietà intellettuale e che siano conformi a questi ultimi.

c) Rafforzamento delle capacità

In considerazione dei bisogni dei paesi in via di sviluppo e ei paesi in transizione, riflessi dalla priorità che essi concedono al rafforzamento delle capacità in materia di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura nei loro piani e programmi, qualora esistano, concernenti le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura previste dal sistema multilaterale, le Parti contraenti convengono di dare priorità i) alla messa in opera e/o al rafforzamento di programmi d'insegnamento e di formazione scientifici e tecnici in materia di conservazione e di uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura; ii) allo sviluppo ed al consolidamento degli impianti

destinati alla conservazione ed all'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, in particolare nei paesi in via di sviluppo e nei paesi in transizione; e , iii) alla ricerca scientifica, preferibilmente svolta, ove possibile, nei paesi in via di sviluppo e nei paesi in transizione, in cooperazione con le istituzioni di questi paesi, nonché allo sviluppo della capacità di svolgere tali ricerche nei settori in cui sono necessarie.

d) Ripartizione dei vantaggi monetari e di altri benefici derivanti dalla commercializzazione

i) Le Parti contraenti convengono, nell'ambito del sistema multilaterale, di prendere provvedimenti per garantire la ripartizione dei vantaggi commerciali, grazie all'intervento dei settori privato e pubblico nelle attività determinate nel presente Articolo, per mezzo di partenariati e di collaborazioni, soprattutto con il settore privato dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione per la ricerca e la messa a punto di tecnologie;

ii) Le Parti contraenti convengono che l'accordo tipo di trasferimento di materiale (ATM), di cui all'articolo 12.4 deve contenere una disposizione a titolo della quale un beneficiario che commercializza un prodotto che é una risorsa fitogenetica per l'alimentazione e l'agricoltura, e che incorpora del materiale al quale tale beneficiario ha avuto accesso grazie al sistema multilaterale, è richiesto di versare al meccanismo di cui all'Articolo 19.3 f una parte equa dei benefici derivanti dalla commercializzazione di tale prodotto, a meno che questo prodotto sia disponibile senza restrizioni per altri beneficiari a fini di ricerca e di selezione, nel qual caso il beneficiario che commercializza il prodotto è sollecitato ad effettuare il pagamento.

Nella sua prima riunione, l'Organo direttivo determina l'ammontare, la forma e le modalità di pagamento, in conformità alle prassi commerciali. L'Organo direttivo può decidere di stabilire vari importi di pagamento per le diverse categorie di beneficiari che commercializzano tali prodotti; esso può inoltre decidere di esonerare da tali pagamenti i piccoli agricoltori dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione. L'Organo direttivo può, ogni tanto, controllare gli importi di pagamento al fine di addivenire ad una ripartizione giusta ed equa dei benefici e può altresì valutare, per un periodo di cinque anni a decorrere dall'entrata in vigore del presente Trattato, se la disposizione dell'ATM che prevede un pagamento obbligatorio si applica anche ai casi in cui questi prodotti commercializzati sono, senza restrizioni, a disposizione di altri beneficiari per fini di ricerca e di selezione.

13.3 Le Parti contraenti convengono che i vantaggi derivanti dall'utilizzazione delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, ripartiti nel quadro del sistema multilaterale devono innanzitutto convergere, direttamente ed indirettamente, verso gli agricoltori di tutti i paesi, in particolare dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione , che conservano ed utilizzano in modo sostenibile le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

13.4 Nella sua prima riunione, l'Organo direttivo analizza una politica e criteri pertinenti volti a fornire un'assistenza specifica nel quadro della strategia di finanziamento concordata, stabilita all'Articolo 18, per la conservazione delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura nei paesi in via di sviluppo e nei paesi in transizione, il cui contributo alla diversità

delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura incluse nel sistema multilaterale è rilevante e/o che hanno particolari bisogni.

13.5 Le Parti contraenti riconoscono che la capacità dei paesi in via di sviluppo, in particolare dei paesi in transizione, di applicare pienamente il Piano d'azione mondiale, dipende in gran parte dall'applicazione effettiva del presente Articolo e dalla strategia di finanziamento prevista all'Articolo 18.

13.6 Le Parti contraenti analizzano le modalità di una strategia di contribuzione volontaria alla ripartizione dei vantaggi, in forza della quale le industrie alimentari che utilizzano le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura contribuiscono al sistema multilaterale.

PARTE V - ELEMENTI DI SOSTEGNO

Articolo 14 - Piano d'azione mondiale

Riconoscendo che il Piano d'azione mondiale ad evoluzione costante per la conservazione e l'uso sostenibile delle risorse fitogeniche per l'alimentazione e l'agricoltura è importante per il presente Trattato, e Parti contraenti dovrebbero promuoverne un'adeguata messa in opera , in particolare per mezzo di azioni nazionali e, a seconda di come convenga, per mezzo della cooperazione internazionale, in modo da fornire un quadro coerente, in particolare per il rafforzamento delle capacità, il trasferimento di tecnologie e lo scambio d'informazioni, fatte salve le norme dell'articolo 13.

Articolo 15 - Raccolte ex situ di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura detenute dai Centri internazionali di ricerca agronomica del Gruppo consultivo per la ricerca agricola internazionale e da altre istituzioni internazionali.

15.1 Le Parti contraenti riconoscono la rilevanza, per il presente trattato, delle raccolte *ex situ* di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura detenute a titolo fiduciario dai Centri internazionali di ricerca agronomica (CIRA) del Gruppo consultivo per la ricerca agricola internazionale (GCRAI) .Le Parti contraenti esortano i CIRA a firmare accordi con l'Organo direttivo per quanto concerne le raccolte *ex situ*, in conformità alle seguenti condizioni:

a) le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura enumerate all'Annesso I del presente Trattato e detenute dai CIRA sono disponibili conformemente alle disposizioni enunciate nella Parte IV del presente Trattato;

b) le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, diverse da quelle enumerate all'Annesso I del presente Trattato e raccolte prima dell'entrata in vigore di quest'ultimo, che sono detenute dai CIRA, sono disponibili conformemente alle disposizioni dell'ATM attualmente in vigore secondo gli accordi conclusi fra i CIRA e la FAO. Questo ATM è emendato mediante una decisione dell'Organo direttivo, al più tardi nella sua seconda sessione ordinaria, in consultazione con i CIRA, conformemente alle disposizioni pertinenti del presente Trattato, in particolare gli Articoli 12 e 13 , ed alle seguenti condizioni:

i) i CIRA informano periodicamente l'Organo direttivo degli ATM conclusi in conformità ad un calendario da stabilirsi dall'Organo direttivo;

ii) Le Parti contraenti sul cui territorio le risorse fitogeniche per l'alimentazione e l'agricoltura sono state raccolte *in situ,* ricevono campioni di tali risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura , a domanda, senza ATM;

iii) I vantaggi stipulati nel suddetto ATM e destinati al meccanismo di cui all'Articolo 19.3f si applicano in particolare alla conservazione ed all'uso sostenibile delle risorse fitogeniche per l'alimentazione e l'agricoltura in questione, specialmente nei programmi nazionali e regionali dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione, e soprattutto nei centri di diversità e nei paesi meno progrediti;

iv) I CIRA prendono ogni provvedimento appropriato in loro potere per garantire il rispetto costante delle condizioni stabilite negli accordi di trasferimento di materiale e informano con diligenza l'Organo direttivo riguardo ai casi di non-applicazione .

c) I CIRA riconoscono all'Organo direttivo il potere di fornire indicazioni generali sulle raccolte *in situ* che detengono e che sono assoggettate alle norme del presente Trattato.

d) Gli impianti scientifici e tecnici in cui queste raccolte *ex situ* sono conservate, rimangono sotto l'autorità dei CIRA, che si impegnano a gestire e ad amministrare tali raccolte *ex situ* in conformità alle norme accettate sul piano internazionale, in particolare le norme relative alle banche genetiche, come approvate dalla Commissione delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura della F.A.O.

e) Su richiesta di un CIRA , il Segretario si adopera per fornire un approccio tecnico adeguato.

f) Il Segretario ha in qualsiasi momento il diritto ad accedere agli impianti e quello d' ispezionare tutte le attività che concernono direttamente la conservazione e lo scambio del materiale di cui al presente Articolo, che vi sono effettuate.

g) Qualora la regolare conservazione di queste raccolte *ex situ* detenute dai CIRA sia impedita o minacciata da un qualsiasi avvenimento, ivi compresa la forza maggiore, il Segretario, con il consenso del paese ospitante, aiuta ad evacuarle o a trasferirle in tutta la misura del possibile.

15.2 Le Parti contraenti convengono di garantire un accesso facilitato alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura incluse nell'Annesso I nel quadro del sistema multilaterale, ai CIRA del GCRAI che hanno firmato accordi con l'Organo direttivo in conformità al presente Trattato. Questi centri sono iscritti in una lista detenuta dal Segretario e messa a disposizione delle Parti contraenti che ne fanno domanda.

15.3 IL materiale diverso da quello enumerato all'Annesso I, che è ricevuto e conservato dai CIRA dopo l'entrata in vigore del presente Trattato, è accessibile a condizioni compatibili con quelle reciprocamente convenute fra i CIRA che ricevono il materiale ed il paese di origine di tali risorse, o il paese che ha acquisito tali risorse conformemente alla Convenzione sulla diversità biologica o ad un'altra legislazione applicabile.

15.4 Le Parti contraenti sono incoraggiate a concedere ai CIRA che hanno firmato accordi con l'Organo direttivo, l'accesso a condizioni reciprocamente convenute, alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura di piante coltivate non enumerate all'Annesso I, che sono rilevanti per i programmi e le attività dei CIRA.

15.5 L'Organo direttivo si adopera altresì per instaurare accordi ai fini indicati nel presente Articolo con altre istituzioni internazionali competenti.

Articolo 16- Le reti internazionali di risorse fitogenetiche

16.1 La cooperazione esistente nell'ambito di reti internazionali di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura è incoraggiata o sviluppata, in funzione degli accordi esistenti e conformemente alle disposizioni del presente Trattato, in modo da assicurarne la più completa applicazione alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

16.2 Le Parti contraenti incoraggiano, a seconda di come convenga, tutte le istituzioni pertinenti, istituzioni governative, private , non governative, istituzioni di ricerca o di selezione, o altre istituzioni a partecipare alle reti internazionali .

Articolo 17- Sistema mondiale d'informazione sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura

17.1 Le Parti contraenti cooperano allo scopo di sviluppare e rafforzare un sistema mondiale d'informazioni in modo da facilitare gli scambi d'informazioni sulla base dei sistemi d'informazione esistenti , sulle questioni scientifiche, tecniche ed ambientali relative alle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, nella convinzione che tali scambi d'informazioni contribuiscano alla condivisione dei vantaggi, rendendo disponibili a tutte le Parti contraenti le informazioni sulle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura . Nel sviluppare il sistema mondiale d'informazioni, si ricerca la cooperazione con il Centro di scambi della Convenzione sulla diversità biologica.

17.2 In base ad una notifica delle Parti contraenti ed in caso di pericolo che metta a repentaglio il mantenimento efficace delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, dovrà essere rapidamente dato l'allarme allo scopo di salvaguardare il materiale genetico.

17.3 Le Parti contraenti cooperano con la Commissione delle risorse genetiche per l'alimentazione e l'agricoltura della FAO, nella sua regolare rivalutazione dello stato delle risorse fitogeniche per l'alimentazione e l'agricoltura nel mondo, in modo da facilitare l'attuazione del Piano d'azione mondiale ad evoluzione costante di cui all'Articolo 14.

PARTE VI -DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Articolo 18-Risorse finanziarie

18.1 Le Parti contraenti s'impegnano a mettere in opera una strategia di finanziamento per l'applicazione del presente Trattato conformemente alle disposizioni del presente Articolo.

18.2. Gli obiettivi della strategia di finanziamento sono di rafforzare la disponibilità, la trasparenza, l'efficienza e l'efficacia della fornitura di risorse finanziarie per la messa in opera delle attività di competenza del presente Trattato.

18.3 Al fine di mobilitare fondi per attività, piani e programmi prioritari, concernenti in particolare i paesi in via di sviluppo ed i paesi in transizione, e tenendo conto del Piano d'azione mondiale, l'Organo direttivo stabilisce periodicamente un obiettivo in materia di finanziamento.

18.4 Conformemente a questa strategia di finanziamento:

a) le Parti contraenti prendono le misure necessarie ed appropriate, nel quadro degli organi direttivi dei meccanismi, dei fondi e degli organi internazionali pertinenti, affinché siano concesse la priorità e l'attenzione richiesta allo stanziamento effettivo di risorse prevedibili e stabilite di comune accordo per la messa in opera dei piani e dei programmi di competenza del presente Trattato.

b) La misura in cui le Parti contraenti che sono paesi in via di sviluppo e le Parti contraenti in transizione adempiono effettivamente ai loro obblighi a norma del presente Trattato, dipende dall'effettivo stanziamento , soprattutto ad opera delle Parti contraenti che sono paesi progrediti, delle risorse di cui nel presente Articolo. I paesi in via di sviluppo che sono Parti contraenti e le Parti contraenti in transizione danno tutta la priorità richiesta, nei loro piani e programmi, al rafforzamento delle loro capacità in materia di risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

c) Le Parti contraenti che sono paesi progrediti forniscono anche, e le Parti contraenti che sono paesi in via di sviluppo, come pure le Parti contraenti in transizione, beneficiano delle risorse finanziarie per l'attuazione del presente Trattato con mezzi bilaterali, regionali e multilaterali . Tali mezzi comprendono il meccanismo di cui all'articolo 19. 3f.

d) Ciascuna Parte contraente s'impegna ad intraprendere attività nazionali per la conservazione e l'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura, ed a stanziare per queste attività , risorse finanziarie secondo le sue capacità ed i suoi mezzi finanziari. Le risorse finanziarie stanziate non saranno utilizzate per fini non conformi alle norme del presente Trattato, in particolare in settori connessi al commercio internazionale dei prodotti.

e) Le Parti contraenti convengono che i vantaggi finanziari derivanti dall'Articolo 13. 2 d fanno parte della strategia di finanziamento.

f) Contributi volontari possono anche essere forniti dalle Parti contraenti, dal settore privato, fatte salve le disposizioni dell'Articolo 13, delle organizzazioni non governative e da altre fonti. Le Parti contraenti convengono che l'Organo direttivo studi le modalità di una strategia volta ad incoraggiare tali contributi.

18.5 Le Parti contraenti convengono di dare priorità alla messa in opera dei piani e dei programmi stabiliti di comune accordo per gli agricoltori dei paesi in via di sviluppo ed in particolare dei paesi meno progrediti, nonché dei paesi in transizione che conservano ed utilizzano in modo sostenibile le risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura.

PARTE VII -DISPOSIZIONI ISTITUZIONALI

Articolo 19-Organo direttivo

19.1 E' istituito, per il presente Trattato, un Organo direttivo composto da tutte le Parti contraenti.

19.2 Tutte le decisioni dell'Organo direttivo sono adottate per consenso, a meno che venga approvato, mediante consenso, un altro metodo per il processo decisionale relativo ad alcune misure, tranne le questioni di cui agli articoli 23 e 24 , per le quali il consenso rimane sempre necessario.

19.3 L'Organo direttivo ha come funzione quella di promuovere la piena realizzazione del presente Trattato in considerazione degli obiettivi di quest'ultimo, ed in modo particolare di:

a) fornire indicazioni ed orientamenti generali per seguire ed adottare le raccomandazioni necessarie per la messa in opera del presente Trattato ed in particolare il funzionamento del sistema multilaterale;

b) adottare piani e programmi per la messa in opera del presente Trattato;

c) adottare nella sua prima sessione, ed esaminare periodicamente la strategia di finanziamento per la realizzazione del presente Trattato, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 18;

d) adottare il bilancio preventivo del presente Trattato;

e) prevedere e stabilire, fatta salva la disponibilità dei fondi necessari, gli organi sussidiari che ritiene necessari, il loro mandato e la loro rispettiva composizione;

f) creare, come opportuno, un meccanismo appropriato, come un conto fiduciario, per raccogliere ed utilizzare le risorse finanziarie che riceve ai fini della messa in opera del presente Trattato;

g) stabilire e mantenere una cooperazione con le altre organizzazioni internazionali competenti e con gli organi creati dai trattati, in particolare la Conferenza delle Parti alla Convenzione sulla diversità biologica nei settori previsti dal presente Trattato, compresa la loro partecipazione alla strategia di finanziamento;

h) esaminare ed adottare, a seconda di come convenga, emendamenti al presente Trattato, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 23;

i) esaminare ed adottare, a seconda di come convenga, emendamenti agli annessi al presente Trattato, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 24;

j) prevedere le modalità di una strategia volta ad incoraggiare i contributi volontari, in particolare per quanto concerne gli articoli 13 e 18 ;

k) adempiere ad ogni altra funzione necessaria alla realizzazione degli obiettivi del presente Trattato;

l) prendere nota delle decisioni pertinenti della Conferenza delle Parti alla Convenzione sulla diversità biologica, e di altre organizzazioni internazionali competenti ed organi di trattati ;

m) informare, come opportuno, la Conferenza delle Parti della Convenzione sulla diversità biologica, e altre organizzazioni internazionali competenti ed organi di trattati , circa le questioni relative alla messa in opera del presente Trattato;

n) approvare i termini degli accordi con i CIRA e le altre istituzioni internazionali di cui all'Articolo 15, e riesaminare ed emendare l'ATM di cui all'Articolo 15.

19.4 Fatto salvo l'Articolo 19..6, ciascuna Parte contraente dispone di un voto e può essere rappresentata alle sessioni dell'Organo direttivo da un delegato, il quale può essere accompagnato da un supplente nonché da esperti e consiglieri. I supplenti, gli esperti ed i consiglieri possono partecipare alle deliberazioni dell'Organo direttivo ma non dispongono del diritto di voto, salvo nei casi in cui sono debitamente autorizzati a sostituire un delegato.

19.5 L'Organizzazione delle Nazioni Unite, le sue istituzioni specializzate e l'Agenzia internazionale dell'energia atomica, come pure qualsiasi Stato che non è Parte contraente al

presente Trattato, possono essere rappresentate in qualità di osservatori alle sessioni dell'Organo direttivo. Ogni altra istanza o istituzione, a prescindere se sia governativa o non governativa, avente competenza nei settori relativi alla conservazione ed all'uso sostenibile delle risorse fitogenetiche per l'alimentazione e l'agricoltura , che ha informato il Segretariato del suo desiderio di essere rappresentata in quanto osservatore ad una sessione dell'Organo direttivo, può essere ammessa in tale qualità, salvo obiezione di almeno un terzo delle Parti contraenti presenti. L'ammissione e la partecipazione di osservatori è regolamentata dal Regolamento interno adottato dall'Organo direttivo.

19.6 Un'Organizzazione Membro della FAO che è Parte contraente e gli Stati membri di tale Organizzazione Membro che sono Parti contraenti, esercitano i diritti ed adempiono agli obblighi connessi alla loro qualità di membro conformemente, *mutatis mutandis,* all'Atto istitutivo ed al Regolamento generale della FAO.

19.7 L'Organo direttivo può, se del caso, adottare e modificare il proprio Regolamento interno ed il suo Regolamento finanziario, che non devono essere incompatibili con le norme del presente Trattato.

19.8 Per costituire un quorum in qualsiasi sessione dell'Organo direttivo, è necessaria la presenza di delegati che rappresentano una maggioranza di Parti contraenti .

19.9 L'Organo direttivo tiene sessioni ordinarie almeno una volta ogni due anni. Queste sessioni dovrebbero, per quanto possibile, svolgersi immediatamente prima o dopo le sessioni ordinarie della Commissione delle risorse genetiche per l'alimentazione e l'agricoltura della F.A.O.

19.10 Hanno luogo sessioni straordinarie dell'Organo direttivo quando quest'ultimo lo ritiene necessario o su domanda scritta di una Parte contraente, a condizione che questa domanda abbia il sostegno di almeno un terzo delle Parti contraenti.

19.11 L'Organo direttivo elegge il Presidente ed i Vice-presidenti (che costituiscono collettivamente l'Ufficio di Presidenza) in conformità al suo Regolamento interno.

Articolo 20-Segretariato

20.1 Il Segretario dell'Organo direttivo è nominato dal Direttore generale della FAO, con l'approvazione dell'Organo direttivo. Il Segretario dispone dei collaboratori che possono essere necessari.

20.2 IL Segretario adempie alle seguenti funzioni:

a) organizzare sessioni dell'Organo direttivo e degli organi sussidiari che potrebbero essere istituiti, e fornire loro un sostegno amministrativo;

b) aiutare l'Organo direttivo ad adempiere alle sue funzioni, ed espletare tutte le mansioni specifiche che l'Organo direttivo decide di affidargli ;

c) fare rapporto sulle sue attività all'Organo direttivo;

20.3 Il Segretario comunica a tutte le Parti contraenti ed al Direttore generale:

a) le decisioni dell'Organo direttivo entro un termine di sessanta giorni a decorrere dalla loro adozione;

b) le informazioni ricevute dalle Parti contraenti conformemente alle disposizioni del presente Trattato.

20.4 IL Segretario fornisce la documentazione per le sessioni dell'Organo direttivo nelle sei lingue dell'Organizzazione delle Nazioni Unite

20.5 IL Segretario coopera con le altre organizzazioni ed organi di trattati, soprattutto il Segretariato della Convenzione sulla diversità biologica, per la realizzazione degli obiettivi del presente Trattato.

Articolo 21- Applicazione

L'Organo direttivo, nella sua prima riunione, esamina ed adotta efficaci procedure di cooperazione e meccanismi operativi, in vista di favorire l'applicazione delle norme del presente Trattato e trattare le questioni in materia d'inosservanza. Tali procedure e meccanismi comportano un monitoraggio e l'offerta di pareri o di assistenza, compresi i pareri legali o l'assistenza giuridica, ove necessario, specialmente a favore dei paesi in via di sviluppo e dei paesi in transizione.

Articolo 22 - Soluzione delle controversie

22.1 In caso di controversia fra le Parti contraenti relativamente all'interpretazione o all'applicazione del presente Trattato, le parti interessate ricercano soluzioni per mezzo di negoziazioni.

22.2 Se le Parti interessate non possono addivenire ad un accordo per via negoziale, esse possono congiuntamente fare appello ai buoni uffizi o alla mediazione di una terza parte.

22.3 Al momento di ratificare, accettare o approvare il presente Trattato o di aderirvi, ed in qualsiasi momento successivo, ogni Parte contraente può dichiarare per iscritto presso il Depositario che, nel caso di una controversia che non sia stata risolta conformemente all'Articolo 22.1 o 22.2 precedente, essa accetta di considerare come obbligatoria l'una o l'altra delle modalità di soluzione di seguito indicate, o entrambe:

a) l'arbitrato, conformemente alla procedura enunciata alla Parte 1 dell'Annesso II del presente Trattato;

b) il deferimento della controversia alla Corte Internazionale di Giustizia ;

22.4 Se le Parti non hanno accettato la stessa procedura o qualsiasi altra procedura, conformemente all'Articolo 22.3 precedente, la controversia è sottoposta a conciliazione conformemente alla Parte 2 dell'Annesso II del presente Trattato, salvo se le Parti convengono diversamente.

Articolo 23 - Emendamenti al Trattato

23.1 Ogni Parte contraente può proporre emendamenti al presente Trattato.

23.2 Gli emendamenti al presente Trattato sono adottati in una sessione dell'Organo direttivo. Il testo di qualsiasi proposta di emendamento è comunicato dal Segretariato alle Parti contraenti almeno sei mesi prima della sessione in cui la proposta è presentata per adozione.

23.3 Ogni emendamento al presente Trattato può essere effettuato solo con il consenso delle Parti contraenti presenti alla sessione dell'Organo direttivo.

23.4 Ogni emendamento adottato dall'Organo direttivo entra in vigore fra le Parti contraenti che l'hanno ratificato, accettato o approvato, il novantesimo giorno dopo il deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione da due terzi almeno delle Parti contraenti. Successivamente, l'emendamento entra in vigore riguardo ad ogni altra Parte il novantesimo giorno dopo il deposito da detta Parte contraente del suo strumento di ratifica, di accettazione o di approvazione dell'emendamento.

23.5 Ai fini del presente Articolo, uno strumento depositato da una Organizzazione Membro della FAO non è considerato come essendo in aggiunta agli strumenti depositati dagli Stati Membri di questa Organizzazione.

Articolo 24 -Annessi

24.1 Gli annessi al presente Trattato sono parte integrante di questo Trattato ed ogni riferimento al presente Trattato rinvia altresì ai suoi annessi.

24.2 Le disposizioni dell'Articolo 23 concernenti gli emendamenti al presente Trattato si applicano all'emendamento degli annessi.

Articolo 25 - Firma

Il presente Trattato è aperto alla firma presso la FAO, dal 3 novembre 2001 al 4 novembre 2002 per tutti i Membri della FAO e tutti gli Stati i quali, pur non essendo Membri della FAO, sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una delle sue istituzioni specializzate, o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica.

Articolo 26 - Ratifica, accettazione o approvazione

Il presente Trattato è sottoposto alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione di Membri e non Membri della FAO menzionati all'Articolo 25. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione sono consegnati al Depositario.

Articolo 27-Adesione

Il presente Trattato è aperto all'adesione di tutti i Membri della FAO e di tutti gli Stati i quali, pur non essendo Membri della FAO, sono membri dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una delle sue istituzioni specializzate, o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica a decorrere dalla data in cui il Trattato non è più aperto alla firma. Gli strumenti di adesione sono depositati presso il Depositario.

Articolo 28 - Entrata in vigore

28.1 Fatte salve le disposizioni dell'Articolo 29.2., il presente Trattato entra in vigore a decorrere dal novantesimo giorno successivo al deposito del quarantesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, a condizione che almeno venti strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione siano stati depositati da Membri della FAO.

28.2 Per ciascun Membro della FAO e per ogni Stato il quale, pur non essendo Membro della FAO, é membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, di una delle sue istituzioni specializzate o dell'Agenzia internazionale dell'energia atomica che ratifica, accetta ed approva il presente Trattato o vi aderisce, dopo il deposito, conformemente all'Articolo 28.1, del quarantesimo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione, il Trattato entra in vigore a decorrere dal novantesimo giorno successivo al deposito del suo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 29-Organizzazioni Membri della FAO

29.1 Quando una Organizzazione Membro della FAO deposita uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione per il presente Trattato, l'Organizzazione Membro deve, conformemente alle disposizioni dell'Articolo II, par.7 dell' Atto istitutivo della FAO, notificare qualsiasi cambiamento concernente la ripartizione delle competenze nella dichiarazione di competenza che ha sottoposto a norma dell'Articolo II, par. 5 dell'Atto istitutivo della FAO, se ciò è necessario, in considerazione della sua accettazione del presente Trattato. Ogni Parte contraente del presente Trattato può in qualsiasi momento chiedere ad una Organizzazione Membro della FAO che è Parte contraente del presente Trattato, di indicare chi, nell''Organizzazione Membro o fra i suoi Stati membri, è responsabile dell'attuazione di tale o tal'altra questione prevista dal presente Trattato. L'Organizzazione Membro deve fornire tale informativa entro un termine ragionevole.

29.2 Gli strumenti di ratifica, di accettazione, di approvazione, di adesione o di denuncia depositati da una Organizzazione Membro della FAO non sono considerati come essendo in aggiunta agli strumenti depositati dagli Stati membri di tale Organizzazione Membro.

Articolo 30-Riserve

Nessuna riserva può essere fatta al presente Trattato.

Articolo 31 - Non - Parti

Le Parti contraenti incoraggiano ogni Stato Membro della FAO o ogni altro Stato che non è Parte contraente del presente Trattato ad aderire a quest'ultimo.

Articolo 32- Denuncia

32.1 Ciascuna delle Parti contraenti può, in qualsiasi momento, trascorsi due anni a decorrere dalla data alla quale il presente Trattato è entrato in vigore nei suoi confronti, notificare al Depositario per iscritto il suo recesso dal presente Trattato. Il Depositario ne informa immediatamente tutte le Parti contraenti.

32.2 La denuncia ha effetto un anno dopo la data di ricezione della notifica.

Articolo 33- Cessazione

33.1 IL presente Trattato si estingue automaticamente se, e nel momento in cui, a seguito di denunce, il numero di Parti contraenti scende sotto quaranta, salvo diversa decisione delle rimanenti Parti contraenti, adottata all'unanimità.

33.2 Il Depositario informa tutte le rimanenti Parti contraenti quando il numero delle Parti contraenti è sceso a quaranta.

33.3 In caso di estinzione del Trattato, l'assegnazione degli averi è regolamentata dalle disposizioni del Regolamento finanziario adottato dall'Organo direttivo.

Articolo 34- Depositario

Il Direttore generale della FAO è il Depositario del presente Trattato

Articolo 35- Testi autentici

I testi in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola del presente Trattato fanno ugualmente fede.

APPENDICE I

LISTA DELLE SPECIE COLTIVATE COPERTE DAL SISTEMA MULTILATERALE

Specie coltivate

Specie coltivate	Genere	Osservazioni
Albero da pane	*Artocarpus*	Solamente albero da pane
Asparago	*Asparagus*	
Avena	*Avena*	
Barbabietola	*Beta*	
Complesso delle Brassica	*Brassica* e altri	Sono compresi i generi: *Brassica, Armoracia, Barbarea, Camelina, Crambe , Diplotaxis, Eruca,Isatis, Lepidium, Raphanobrassica , Raphanus, Rorippa e Sinapis.* Si tratta di oleaginosi e legumi come il cavolo, la colza, la senape, il crescione, la ruchetta, i ravanelli, le rape. La specie *Lepidium meyenii*(maca) non è inclusa.
Pisello	*Cajanus*	
Ceci	*Cicer*	
Agrumi	*Citrus*	Ivi comprese, come talee, *Poncirus* e *Fortunella*
Noce di cocco	*Cocos*	
Principali aracee	*Colocasia, Xanthosoma*	Principali aracee: taro, colacase, cavolo caraibico
Carota	*Daucus*	
Igname	*Dioscorea*	
Miglio eleusina	*Eleusina*	
Fragola	*Fragaria*	
Girasole	*Helianthus*	
Orzo	*Hordeum*	
Patata dolce	*Ipomoea*	
Cicerchia	*Lathyrus*	
Lenticchia	*Lens*	
Mela	*Malus*	
Manioca	*Manihot*	Solo *Manihot esculenta*
Banana/banana piantaggine	*Musa*	salvo *Musa textilis*
Riso	*Oryza*	
Miglio perlato	*Pennisetum*	
Fagiolo	*Phaseolus*	Salvo *Phaseolus polyanthus*
Pisello	*Pisum*	
Segale	*Secale*	
Patata	*Solanum*	ivi compresa sezione *Tuberosa,* salvo *Solanum phureja*
Melanzana	*Solanum*	ivi compresa sezione *Melongena*
Sorgo	*Sorghum*	
Triticale	*Triticosecale*	
Frumento	*Triticum* e altri	ivi compresi *Agropyron, Elymus e Secale*
Fava/Vescia	*Vicia*	
Niebé e altri	*Vigna*	
Granoturco	*Zea*	*non* compresi *Zea perennis, Zea Diploperennis e Zea luxurians*

FORAGGI

Genere	Specie
LEGUMINOSE	
Astragalus	*chinensis, cicer, arenarius*
Canavalia	*ensiformis*
Coronilla	*varia*
Hedysarum	*coronarium*
Lathyrus	*cicera, ciliolatus, hirsutus, ochrus odoratus, sativus*
Lespedeza	*cuneata, striatam stipulacea*
Lotus	*corniculatus , subbiflorus , uliginosus*
Lupinus	*albus, angustifolius , luteus*
Medicago	*arborea, falcata, sativa, scutellata, rifidula,*
truncatula	
Melilotus	*albus, officinalis*
Onobrychis	*viciifolia*
Ornithopus	*sativus*
Prosopis	*affinis, alba, chilensis, nigra, pallida*
Pueraria	*phaseoloides*
Trifolium	*alexandrinum, alpestre, ambiguum, angustifolium,*
arvense,	
	agrocicerum, hybridum, incarnatum, pratense, repens, resupinatum, rueppellianum, semipilosum, subterraneum vesiculosum.
GRAMINACEE	
Andropogon	*gayanus,*
Agropyron	*cristatum, desertorum*
Agrostis	*stolonifera, tenuis*
Alopecurus	*pratensis*
Arrhenatherum	*elatius*
Dactylis	*glomerata*
Festuca	*arundinacea, gigantea, heterophylla, ovina,*
pratensis,rubra	
Lolium	*hybridum, multiflorum, perenne, rigidum,*
temulentum	
Phalaris	*aquatica, arundinacea*
Phleum	*pratense*
Poa	*alpina, annua, pratensis*
Tripsacum	*laxum*
ALTRI FORAGGI	
Atriplex	*halimus, nummularia*
Salsola	*vermiculata*

APPENDICE II

Parte 1

ARBITRATO

Articolo primo

La Parte ricorrente notifica al Segretario che le Parti in causa rinviano la controversia ad' arbitrato conformemente all'Articolo 22. La notifica indica l'oggetto dell'arbitrato ed in particolare gli articoli del Trattato la cui interpretazione o applicazione é oggetto del litigio. Se le parti alla controversia non raggiungono un accordo sull'oggetto del litigio prima della designazione del Presidente del Tribunale arbitrale, è quest'ultimo che lo determina. Il Segretario comunica le informazioni in tal modo ricevute a tutte le Parti contraenti del presente Trattato.

Articolo 2

1. In caso di controversia fra due parti, il Tribunale arbitrale è composto da tre membri. Ciascuna delle parti alla controversia nomina un arbitro; i due arbitri in tal modo designati nominano di comune accordo il terzo arbitro, il quale assume la presidenza del Tribunale.Quest'ultimo non deve essere cittadino di una delle parti alla controversia, né avere la propria residenza abituale sul territorio di una delle parti alla controversia, né essere al servizio di una di esse, né avere già trattato il caso a qualsiasi titolo.

2. In caso di controversia fra più di due Parti contraenti, le parti alla controversia aventi lo stesso interesse nominano un arbitro di comune accordo.

3. In caso di posto vacante, vi sarà provveduto secondo la procedura prevista per la nomina iniziale.

Articolo 3

1. Se entro un termine di due mesi dopo la nomina del secondo arbitro, il Presidente del Tribunale arbitrale non è designato, il Direttore generale della FAO procede, su richiesta di una parte alla controversia, alla sua designazione entro un nuovo termine di due mesi.

2. Se entro un termine di due mesi dopo aver ricevuto la richiesta, una delle parti alla controversia non ha nominato un arbitro, l'altra Parte può adire il Direttore generale della FAO , il quale procede alla designazione entro un nuovo termine di due mesi.

Articolo 4

Il tribunale arbitrale pronuncia le sue decisioni in conformità alle disposizioni del presente Trattato ed al diritto internazionale.

Articolo 5

Salvo se le parti alla controversia decidono diversamente, il Tribunale arbitrale stabilisce le proprie regole di procedura.

Articolo 6

Su richiesta di una delle parti alla controversia, il Tribunale arbitrale può raccomandare le misure cautelari indispensabili.

Articolo 7

Le parti alla controversia facilitano i lavori del Tribunale arbitrale e in particolare utilizzano tutti i mezzi a loro disposizione per:

a) fornire al tribunale tutti i documenti, informazioni e le agevolazioni necessarie;

b) consentire al Tribunale, in caso di bisogno, di far comparire testimoni o esperti, e di registrare la loro deposizione;

Articolo 8

Le parti alla controversia e gli arbitri sono tenuti a preservare il carattere riservato di ogni informazione che ottengono confidenzialmente durante le udienze del Tribunale arbitrale.

Articolo 9

Salvo se il Tribunale arbitrale decide diversamente per via di particolari circostanze del caso, le spese del tribunale sono a carico, in parti uguali, delle parti alla controversia. Il tribunale conserva un resoconto di tutte le sue spese e ne fornisce un estratto finale alle parti alla controversia.

Articolo 10

Ogni Parte contraente che abbia, per quanto concerne l'oggetto della controversia, un interesse di natura giuridica suscettibile di essere pregiudicato dalla decisione, può intervenire nella procedura con il consenso del Tribunale.

Articolo 11

Il Tribunale può trattare e decidere i contro- ricorsi direttamente collegati all'oggetto della controversia.

Articolo 12

Le decisioni del Tribunale arbitrale relative sia alla procedura che al merito sono adottate alla maggioranza dei voti dei suoi membri.

Articolo 13

Se una delle parti alla controversia non si presenta dinanzi al Tribunale arbitrale o non difende la propria causa, l'altra parte a può chiedere al Tribunale di proseguire la procedura e di pronunciare la sua decisione. Il fatto che una delle parti alla controversia non si sia presentata dinanzi al giudice o si sia astenuta dal far valere i propri diritti non ostacola la procedura. Prima di pronunciare la sua sentenza definitiva, il Tribunale arbitrale deve accertarsi che la domanda è valida sia per quanto riguarda i fatti sia in diritto.

Articolo 14

Il Tribunale pronuncia la sua sentenza definitiva non oltre cinque mesi a decorrere dalla data in cui è stato istituito, a meno che non ritenga necessario prolungare questo termine per un periodo che non dovrà superare cinque mesi supplementari.

Articolo 15

La sentenza definitiva del Tribunale è limitata alla questione che è oggetto della controversia ed è motivata. Essa contiene il nome dei membri che hanno partecipato alla delibera e la data in cui quest'ultima è stata pronunciata. Ogni membro del tribunale vi può allegare un parere distinto o una opinione divergente.

Articolo 16

La sentenza è obbligatoria per le parti alla controversia. Essa è inappellabile , a meno che le parti non si siano intese precedentemente su una procedura di appello.

Articolo 17

Ogni controversia che potrebbe sorgere fra le parti alla controversia relativamente all'interpretazione o all'esecuzione del lodo arbitrale può essere sottoposta da una delle parti alla controversia al Tribunale arbitrale che l'ha pronunciato.

Parte 2

CONCILIAZIONE

Articolo primo

Una Commissione di conciliazione è istituita su richiesta di una delle parti alla controversia.. Salvo se le parti alla controversia decidono diversamente, la Commissione si compone di cinque membri, ciascuna parte interessata ne designa due ed il Presidente viene scelto di comune accordo dai membri in tal modo designati.

Articolo 2

In caso di controversia fra più di due Parti contraenti, le parti alla controversia, le parti alla controversia aventi lo stesso interesse, nominano di comune accordo i loro membri della commissione. Quando almeno due parti alla controversia hanno interessi indipendent,i o quando sono in disaccordo sul fatto di sapere se hanno lo stesso interesse, esse nominano i loro membri separatamente.

Articolo 3

Se, entro un termine di due mesi dopo la domanda di istituire una commissione di conciliazione, tutti i membri della commissione non sono stati nominati dalle parti alla controversia, il Direttore generale della FAO, su richiesta della parte alla controversia che ne ha fatto domanda, procede alle nomine necessarie entro un nuovo termine di due mesi.

Articolo 4

Se entro un termine di due mesi dopo l'ultima nomina di un membro della Commissione, quest'ultima non ha scelto il suo Presidente, il Direttore generale della FAO, su richiesta di una parte alla controversia, procede alla nomina del Presidente entro un nuovo termine di due mesi.

Articolo 5

La Commissione di conciliazione prende le sue decisioni a maggioranza dei voti dei suoi membri .A meno che le parti alla controversia non convengano diversamente, essa stabilisce la propria procedura. Essa presenta una proposta di soluzione della controversia che le parti esaminano in buona fede.

Articolo 6

In mancanza di accordo riguardo alla competenza della Commissione di conciliazione, quest'ultima decide se è competente o meno.

LAVORI PREPARATORI

Camera dei deputati (atto n. 4611):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (Frattini) e dal Ministro delle politiche agricole e forestali (Alemanno) il 15 gennaio 2004.

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 4 febbraio 2004 con pareri delle commissioni I, II, V, VII, VIII, X, XII, XIII e della Commissione parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla III commissione il 10, 25 febbraio e 4 marzo 2004.

Esaminato in aula il 15 marzo 2004 e approvato il 16 marzo 2004.

Senato della Repubblica (atto n. 2845):

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 18 marzo 2004 con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª, 9ª, 10ª, 12ª, 13ª e della Commissione parlamentare per le questioni regionali.

Esaminato dalla 3ª commissione il 23 e 25 marzo 2004.

Esaminato in aula e approvato il 30 marzo 2004.

04G0130

GIANFRANCO TATOZZI, *direttore* Francesco Nocita, *redattore*

(G402015/1) Roma, 2004 - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato S.p.A. - S.

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

CANONI DI ABBONAMENTO ANNO 2004 (*)

Ministero dell'Economia e delle Finanze - *Decreto 24 dicembre 2003* (G.U. *n. 36 del 13 febbraio 2004)*

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE I (legislativa)

			CANONE DI ABBONAMENTO	
Tipo A	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:			
	(di cui spese di spedizione € 219,04)	- annuale	€	**397,47**
	(di cui spese di spedizione € 109,52)	- semestrale	€	**217,24**
Tipo A1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i soli supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:			
	(di cui spese di spedizione € 108,57)	- annuale	€	**284,65**
	(di cui spese di spedizione € 54,28)	- semestrale	€	**154,32**
Tipo B	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte Costituzionale:			
	(di cui spese di spedizione € 19,29)	- annuale	€	**67,12**
	(di cui spese di spedizione € 9,64)	- semestrale	€	**42,06**
Tipo C	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti della CE:			
	(di cui spese di spedizione € 41,27)	- annuale	€	**166,66**
	(di cui spese di spedizione € 20,63)	- semestrale	€	**90,83**
Tipo D	Abbonamento ai fascicoli della serie destinata alle leggi e regolamenti regionali:			
	(di cui spese di spedizione € 15,31)	- annuale	€	**64,03**
	(di cui spese di spedizione € 7,65)	- semestrale	€	**39,01**
Tipo E	Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:			
	(di cui spese di spedizione € 50,02)	- annuale	€	**166,38**
	(di cui spese di spedizione € 25,01)	- semestrale	€	**89,19**
Tipo F	Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari, ed ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 344,93)	- annuale	€	**776,66**
	(di cui spese di spedizione € 172,46)	- semestrale	€	**411,33**
Tipo F1	Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari con i provvedimenti legislativi e ai fascicoli delle quattro serie speciali:			
	(di cui spese di spedizione € 234,45)	- annuale	€	**650,83**
	(di cui spese di spedizione € 117,22)	- semestrale	€	**340,41**

N.B.: L'abbonamento alla GURI tipo A, A1, F, F1 comprende gli indici mensili
Integrando con la somma di € **80,00** *il versamento relativo al tipo di abbonamento alla* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice Repertorio Annuale Cronologico per materie anno 2004.*

BOLLETTINO DELLE ESTRAZIONI

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **86,00**

CONTO RIASSUNTIVO DEL TESORO

Abbonamento annuo (incluse spese di spedizione) € **55,00**

PREZZI DI VENDITA A FASCICOLI

(Oltre le spese di spedizione)

Prezzi di vendita:		
serie generale	€	0,77
serie speciali (escluso concorsi), ogni 16 pagine o frazione	€	0,80
fascicolo serie speciale, *concorsi*, prezzo unico	€	1,50
supplementi (ordinari e straordinari), ogni 16 pagine o frazione	€	0,80
fascicolo Bollettino Estrazioni, ogni 16 pagine o frazione	€	0,80
fascicolo Conto Riassuntivo del Tesoro, prezzo unico	€	5,00

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

GAZZETTA UFFICIALE - PARTE II (inserzioni)

Abbonamento annuo *(di cui spese di spedizione € 120,00)*			€ **318,00**
Abbonamento semestrale *(di cui spese di spedizione € 60,00)*			€ **183,50**
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione (oltre le spese di spedizione)	€	0,85	

I.V.A. 20% inclusa

RACCOLTA UFFICIALE DEGLI ATTI NORMATIVI

Abbonamento annuo			€ **188,00**
Abbonamento annuo per regioni, province e comuni			€ **175,00**
Volume separato (oltre le spese di spedizione)	€	17,50	

I.V.A. 4% a carico dell'Editore

Per l'estero i prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, anche per le annate arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, devono intendersi raddoppiati. Per il territorio nazionale i prezzi di vendita dei fascicoli separati, compresi i supplementi ordinari e straordinari, relativi ad anni precedenti, devono intendersi raddoppiati. Per intere annate è raddoppiato il prezzo dell'abbonamento in corso. Le spese di spedizione relative alle richieste di invio per corrispondenza di singoli fascicoli, vengono stabilite, di volta in volta, in base alle copie richieste.

N.B. - Gli abbonamenti annui decorrono dal 1° gennaio al 31 dicembre, i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno e dal 1° luglio al 31 dicembre.

Restano confermati gli sconti in uso applicati ai soli costi di abbonamento

ABBONAMENTI UFFICI STATALI

Resta confermata la riduzione del 52% applicata sul solo costo di abbonamento

* tariffe postali di cui al Decreto 13 novembre 2002 (G.U. n. 289/2002) e D.P.C.M. 27 novembre 2002 n. 294 (G.U. 1/2003) per soggetti iscritti al R.O.C.

* 4 5 - 4 1 0 2 0 1 0 4 0 4 2 3 *

€ 3,20